

REVUE DE PRESSE

Le 23 avril 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

Les apprentis enseignants se font plus rares

Une baisse des effectifs est visible dans plusieurs programmes universitaires

ZACHARIE GOUDREAU
LE DEVOIR

Malgré les mesures incitatives mises en place par le gouvernement Legault, le nombre d'étudiants inscrits aux programmes destinés à former les futurs enseignants des écoles primaires et secondaires du Québec a baissé de plus de 4 % l'an dernier, a constaté *Le Devoir*. Des experts et des élus d'opposition à l'Assemblée nationale en appellent à une réflexion de fond pour rendre la profession plus attrayante.

Pour l'année scolaire en cours, ce sont quelque 1100 étudiants de moins qu'un an auparavant qui se sont inscrits à un programme universitaire en sciences de l'éducation, montrent des données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) mises à jour le mois dernier. Cela représente une baisse annuelle de 4,13 % des effectifs dans ce vaste domaine d'études, une chute qui atteint 6,25 % pour les formations en enseignement spécialisé et en adaptation scolaire, puis 12,06 % pour la formation des professeurs en enseignement professionnel, dans le réseau secondaire et collégial.

L'analyse des données de l'ISQ par *Le Devoir* montre d'ailleurs que, pour plusieurs des programmes universitaires en enseignement, les effectifs étudiants à l'automne 2023 sont inférieurs

de plusieurs points de pourcentage à la moyenne calculée depuis 2016. Cette baisse est par exemple de 6,42 % pour l'enseignement spécialisé au primaire et au secondaire, et de plus de 16 % pour les programmes de formation des enseignants qui offrent des cours donnant accès à un diplôme d'études professionnelles (DEP).

« C'est une tendance lourde » à la baisse, conclut Geneviève Sirois, professeure en administration scolaire à l'Université TÉLUQ et professeure associée à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. « Le problème actuellement, au Québec, c'est qu'il n'y a pas de plan pour faire face à la pénurie d'enseignants », poursuit l'experte. Or, « il faut s'en préoccuper, parce que nos enfants se font actuellement enseigner par plusieurs enseignants non légalement qualifiés », la pénurie ayant eu pour effet de réduire les exigences du réseau scolaire en matière de recrutement, souligne-t-elle.

L'« échec » des bourses Perspective

En 2021, le gouvernement Legault a annoncé un investissement de 1,7 milliard de dollars sur quatre ans pour la mise en place des bourses Perspective, destinées aux étudiants de différents milieux aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre. Dans le milieu de l'éducation, cependant, « ces bourses

ont raté complètement la cible », lance Caroline Quesnel, présidente de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec, qui n'hésite pas à qualifier cette mesure incitative d'« échec ».

Le gouvernement a par ailleurs mis en place des formations courtes de 30 crédits qui ont permis de limiter la diminution du nombre d'étudiants obtenant un brevet d'enseignement chaque année. Or, la professeure Sirois soulève le risque que les enseignants ainsi formés de justesse ne disposent pas des connaissances requises pour transmettre certains savoirs essentiels à leurs élèves, notamment dans les classes d'adaptation scolaire.

« C'est une solution temporaire à un problème qui est beaucoup plus grave », estime pour sa part Marc-Antoine Charette, étudiant au doctorat à l'Université de Sherbrooke, où il s'intéresse au milieu de l'éducation. Selon lui, ces formations accélérées risquent de contribuer à « la dévalorisation de la profession » d'enseignant, rendant par le fait même celle-ci moins attractive à long terme. « C'est un cercle vicieux », prévient-il.

La députée libérale de Mont-Royal-Outremont, Michelle Setlakwe, se dit quant à elle particulièrement préoccupée par la baisse du nombre d'étudiants souhaitant enseigner les savoirs menant à un DEP. « Au niveau professionnel, ce sont des métiers qui sont souvent très importants dans le cadre de la pénurie de main-d'œuvre. Ce sont des métiers qu'on ne peut pas se permettre d'échapper », souligne-t-elle.

Un appel à la patience



Joint par *Le Devoir*, le cabinet du ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, lance un appel à la patience. « C'est certain qu'on préférerait voir des améliorations rapides, mais soyons clairs, il est beaucoup trop tôt pour tirer des conclusions sur la réussite ou non des mesures en place », affirme-t-il par courriel.

Ce dernier souligne qu'il n'existe pas de « solution magique » à la pénurie d'enseignants au Québec et que « ça prend du temps, inverser une tendance » comme celle-ci.

Le ministre dit également que les ententes de principe qui ont été conclues entre Québec et les syndicats en enseignement de la province en février permettront de « rendre la profession attractive et d'augmenter dès l'an prochain le nombre d'inscriptions » dans des programmes universitaires en enseignement. « On croit fermement que les améliorations importantes apportées aux conditions de travail nous permettront d'y arriver », entrevoit le cabinet. Une « campagne de valorisation de la profession » verra par ailleurs le jour « dans les prochains mois », ajoute-t-il.

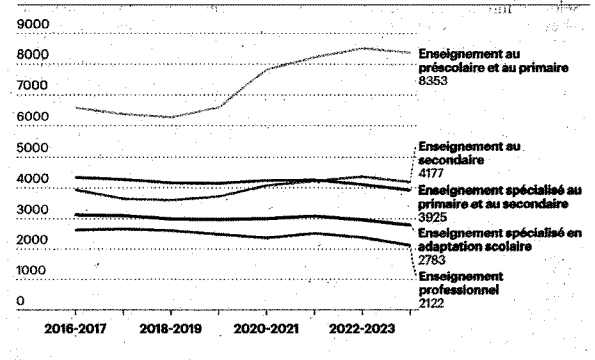
Le gouvernement ne doit toutefois pas se contenter de trouver des moyens d'amener plus d'étudiants à s'intéresser à la formation en ensei-

gnement, réplique la députée solidaire Ruba Ghazal, il doit aussi trouver des moyens de mieux retenir les troupes du réseau public. « Il y a de moins en moins d'étudiants qui veulent aller en éducation, c'est ce qu'on voit avec vos chiffres. Mais il y en a aussi qui décrochent pendant les études et il y en a d'autres qui décrochent une fois qu'ils sont enseignants, avant d'avoir fait cinq ans », souligne-t-elle.

Il y a par ailleurs toute une « vague de départs à la retraite » d'enseignants « qui est en cours », ce qui viendra gonfler dans les prochaines années les besoins du réseau scolaire, rappelle Geneviève Sirois. Dans ce contexte, Québec doit trouver des moyens de garder ses enseignants, estime l'experte. Autrement, « c'est comme un bain qui n'a de bouchon. On ajoute constamment de l'eau, mais le bain continue de se vider », lance-t-elle.

Pour assurer une meilleure rétention des enseignants, le gouvernement doit s'attaquer au « système d'éducation à trois vitesses », qui a complexifié au fil des années la « concentration d'élèves à difficulté » dans le réseau scolaire régulier, estime M^{me} Ghazal. « Si le gouvernement ne s'attaque pas à l'école à trois vitesses, à ses inégalités à l'intérieur même de notre système de l'éducation, on n'arrivera pas à attirer plus de profs. »

Les apprentis enseignants se font plus rares au Québec cette année
Nombre d'étudiants dans différentes formations universitaires en éducation



Les données pour 2023-2024 sont celles des inscriptions à l'automne 2023.
Sources: La Presse, Source: Institut de la statistique du Québec

CULTURE

III DOCUMENTAIRE

Comment transmettre l'amour de la lecture aux jeunes ?

Dans *Lire pour vivre*, la journaliste Claudia Larochelle se penche sur les bienfaits de la lecture

ANNABELLE CAILLOU
LE DEVOIR

Devant la tentation constante des écrans, les enfants délaissent de plus en plus les bons vieux livres de papier et les histoires incroyables qu'ils renferment. La lecture est pourtant « fondamentale » et « aide à mieux vivre », plaide l'écrivaine et journaliste Claudia Larochelle. Dans un récent documentaire, elle se demande comment raviver cet amour de la lecture chez les jeunes, insistant sur ses bienfaits dans nos vies.

« On dirait que mes enfants ne peuvent plus s'ennuyer. Dès qu'ils ont un moment de liberté, plutôt que de prendre un livre, ils vont chercher un écran », confie Claudia Larochelle dans le documentaire *Lire c'est vivre*, diffusé sur Savoir média mardi, à l'occasion de la Journée mondiale du livre

et du droit d'auteur.

Des livres, il y en a pourtant des tonnes chez l'autrice jeunesse qui voue un amour inconditionnel à la lecture depuis sa tendre enfance. Il faut dire qu'à 14 ans, la lecture lui a permis de traverser une dépression.

Lire, dit-elle, c'est se permettre de rêver, de s'évader, de s'émerveiller. Lire, c'est se sentir moins seul, se sentir compris, trouver des réponses à ses questions. C'est aussi une façon de grandir, de s'instruire et d'être mieux outillé pour affronter le monde.

« C'est vrai qu'il n'y avait pas d'écran pour changer mon focus quand j'ai commencé à lire dans les années 1980. C'est un grand piège aujourd'hui, les écrans, ça me préoccupe comme mère », souligne-t-elle, reconnaissant elle-même se diriger plus souvent vers sa tablette pour se distraire.

Alors, comment faire comprendre à ses enfants de 7 et 10 ans à quel point la lecture fait du bien et fera d'eux de meilleurs citoyens ? Devrait-elle leur interdire les écrans ? Les obliger à lire des livres ? Comment leur transmettre

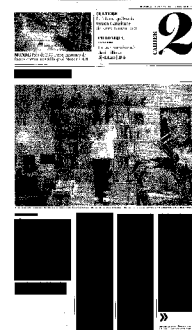
cet amour pour la lecture ? Est-ce d'ailleurs son rôle, en tant que parent, ou bien celui de l'école ?

Approchée par le réalisateur Michel Pelletier à la suite de son plaidoyer pour la lecture publié dans *La Presse* en 2022, Claudia Larochelle a accepté de creuser le sujet à l'écran cette fois-ci. En partant à la rencontre d'enseignants, d'écrivains, de bibliothécaires, d'économistes ou encore de politiciens, la journaliste ratisse large sur le sujet. Elle revient inévitablement sur le niveau de littératie qui laisse à désirer au Québec. Elle aborde les bienfaits individuels, mais aussi collectifs, de la lecture pour notre société. Comme le résume Pierre Langlois, économiste pour la Fondation pour l'alphabétisation du Québec : « La littératie est une arme de développement économique et social. »

Un rôle partagé

La journaliste accorde aussi une grande place aux pistes de solutions déjà mises en œuvre pour redonner aux Québécois le goût de lire, et ce, dès leur plus jeune âge lorsqu'ils apprennent à lire. Elle donne notamment la parole à Kim Nunès, enseignante dans une école primaire des Laurentides qui se fait un devoir de mettre la lecture au centre de son enseignement, même pour l'apprentissage des mathématiques.

« L'enseignant sur qui tu tombes, ça joue pour beaucoup », note Claudia Larochelle qui retrouve d'ailleurs devant nos yeux celle qui lui a appris à lire et à écrire. « Malheureusement, ce ne sont pas tous les enseignants qui aiment lire », poursuit-elle. Et même les passionnés de littérature n'ont pas



toujours le temps et les moyens de transmettre leur amour des livres aux élèves.

« La charge de travail est énorme et on manque d'enseignants. Il y a encore beaucoup d'écoles qui n'ont même pas de bibliothèques et de classes, et qui n'ont pas accès à des livres. [...] Les écoles n'ont pas les reins assez solides pour assumer seules ce rôle de transmission de la lecture », soutient Claudia Larochelle.

Et les intervenants rencontrés pour le documentaire lui donnent raison. Leur conseil : les familles doivent accompagner les enfants à la librairie ou à la bibliothèque du quartier, leur offrir des livres, et surtout, prendre le temps de lire avec eux.

Avec ce documentaire, la journaliste

espère conscientiser les parents sur le rôle qu'ils doivent jouer. « Comme moi, beaucoup de parents sont fatigués, submergés, et en font déjà beaucoup. Mais je pense qu'il y a toujours place à l'amélioration. [...] C'est aussi à nous d'instaurer un climat propice à l'envoûtement par les livres et que ça devienne quelque chose d'incontournable dans la vie de nos enfants. »

C'est vrai qu'il n'y avait pas d'écran pour changer mon focus quand j'ai commencé à lire dans les années 1980. C'est un grand piège aujourd'hui, les écrans, ça me préoccupe comme mère.

CLAUDIA LAROCHELLE



À l'occasion de la Journée mondiale du livre, la journaliste et autrice Claudia Larochelle pose dans le décor de la librairie Un livre à soi située sur l'avenue Laurier, à Montréal. VALÉRIAN MAZATAUD LE DEVOIR



ÉDUCATION

Presque 10 % d'absents en classe

Une proportion comparable à celle observée pendant la pandémie

MARIE-EVE MORASSE

La Presse

Au début d'avril, près de 10 % des jeunes de la province n'étaient pas sur les bancs d'école, un pourcentage presque aussi élevé qu'en pleine pandémie. Désengagement vis-à-vis de l'école, voyages, anxiété : les hypothèses varient sur les causes de ces absences.

Avant la pandémie, une proportion « normale » d'absence d'élèves se situait aux alentours de 5 à 7 %, tout au plus.

Or, les plus récents chiffres fournis à *La Presse* par le ministère de l'Éducation – qui les collige, mais ne les publie plus – montrent que dans la première semaine d'avril, 9,5 % des élèves des écoles primaires et secondaires publiques étaient absents. C'est presque autant qu'au sommet des vagues de COVID-19.

Un élève sur dix, soit environ deux ou trois élèves par classe qui s'absentent chaque jour, c'est beaucoup, dit Nicolas Prévost, président de la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE).

Depuis la pandémie, dit-il, le rapport avec l'école a changé.

Je pensais qu'avec la COVID, les parents allaient prendre conscience de ce que l'école fait. Je m'attendais à l'inverse, à ce que l'école retrouve les lettres de noblesse qu'elle était en train de perdre.

Nicolas Prévost, président de la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement

Des élèves qui « refusent tout simplement de venir à l'école », il y en a beaucoup, dit le directeur adjoint d'une école secondaire, qu'on ne peut identifier parce qu'il craint des représailles de son centre de services scolaire. « Les parents ont souvent laissé tomber, manquent de moyens pour forcer leur jeune à venir à l'école », écrit celui qui travaille dans une école d'environ 1500 élèves.

« Il arrive par conséquent que des jeunes de 14 ans restent à la maison à *gamer* 24 heures par jour en toute impunité », ajoute-t-il. La semaine dernière, pour la dernière période de la journée, le taux d'absence chez ses élèves était d'environ 10 %, selon les données qu'il nous a fournies.

Depuis la pandémie, l'assiduité est un réel problème, dit une enseignante d'une école primaire de Montréal. Elle a vu passer des élèves qui ne viennent à l'école que quatre jours par semaine, voire trois. « On parle d'enfants de 10 ans que les parents laissent à la maison ! », dit-elle, en déplorant qu'il n'y ait « pas de suivi des directions ».

Il y a aussi les voyages, ajoute cette enseignante, qui travaille dans un milieu multiculturel. Plusieurs de ses élèves retournent voir de la famille à l'extérieur du pays au cœur de l'année scolaire, à la faveur de billets d'avion moins chers. « C'est l'enfer. J'ai une élève qui est arrivée au mois d'octobre », illustre-t-elle. Il y a aussi cette autre jeune « avec des notes de 30 % » partie une semaine pour un voyage dans le Sud avec ses parents.

« En compétition » avec d'autres activités

Bien des facteurs peuvent expliquer qu'autant d'élèves s'absentent chaque jour. Mais c'est une attitude négative envers l'école qui explique le plus l'absentéisme, croit Frédéric Guay, professeur à l'Université Laval et titulaire de la chaire de recherche du Canada en motivation, persévérance et réussite scolaires.

Je pense que les élèves qui s'absentent le plus sont ceux qui ont le sentiment de ne pas être à leur place.

Frédéric Guay, professeur à l'Université Laval

« L'école entre en compétition avec toutes sortes de choses qui sont le fun à faire : que ce soit les jeux vidéo, faire des activités avec ses amis, faire du sport », ajoute M. Guay, qui observe que des jeunes sont aussi laissés à eux-mêmes, sans surveillance à la maison.

Chez Tel-Jeunes, on a noté au cours de la dernière année une hausse des appels de parents dont les ados vivent de l'anxiété à l'idée d'aller à l'école.

Ils ont témoigné que leurs enfants « refusent d'aller à l'école, font des crises d'angoisse ou de panique tous les matins », illustre Alexandra Fournier, porte-parole et conseillère expertise chez Tel-Jeunes.

« Avec la grève qu'on a connue cette année, il y a aussi des jeunes qui nous ont contactés en lien avec ce retour à l'école en disant : c'est stressant, est-ce que je vais réussir à performer dans mon année, tout va être rushé, ou juste des jeunes qui n'avaient pas le goût [d'y retourner] », explique M^{me} Fournier.

« Est-ce que c'est un effet post-pandémie à retardement ? », demande-t-elle.

C'est ce qu'avance lui aussi Frédéric Guay. « Le contexte de pandémie semble avoir eu un effet d'amplification sur les problèmes de santé mentale. On se retrouve avec des étudiants qui sont plus vulnérables. Est-ce qu'il y en a qui sont plus dans les problèmes de dépression, d'anxiété, et qui ne veulent pas se rendre à l'école ? Ça peut être ça », dit M. Guay.

Une tendance observée ailleurs

L'augmentation de l'absentéisme à l'école n'est pas unique au Québec. Un récent reportage de la CBC a révélé que dans plusieurs régions du pays, l'absentéisme chronique (soit manquer au moins 10 % de l'année scolaire – environ 18 jours) est en augmentation.

Le portrait est semblable aux États-Unis, révélait le *New York Times* au début du mois. À l'échelle du pays, il est estimé que le quart des élèves des écoles publiques ont été absents de manière chronique, c'est-à-dire qu'ils ont manqué environ 18 jours d'école. Avant la pandémie, cette proportion était de 15 %.

À l'école secondaire Serge-Bouchard de Baie-Comeau, une politique sur l'assiduité a été créée dès 2016 et est toujours en place. Aujourd'hui, le directeur, Steve Ahern, dit que l'absentéisme dans son école est maîtrisé.

On fait un suivi systématique. Quand on a plus que deux jours d'absence, le responsable de la surveillance appelle les parents.

Steve Ahern, directeur de l'école secondaire Serge-Bouchard

« On est une petite ville, ici. Souvent, on a des profs qui arrivent en disant : "on a vu untel à telle place". Je suis un peu bizarre, je vais y aller », dit le directeur en riant.

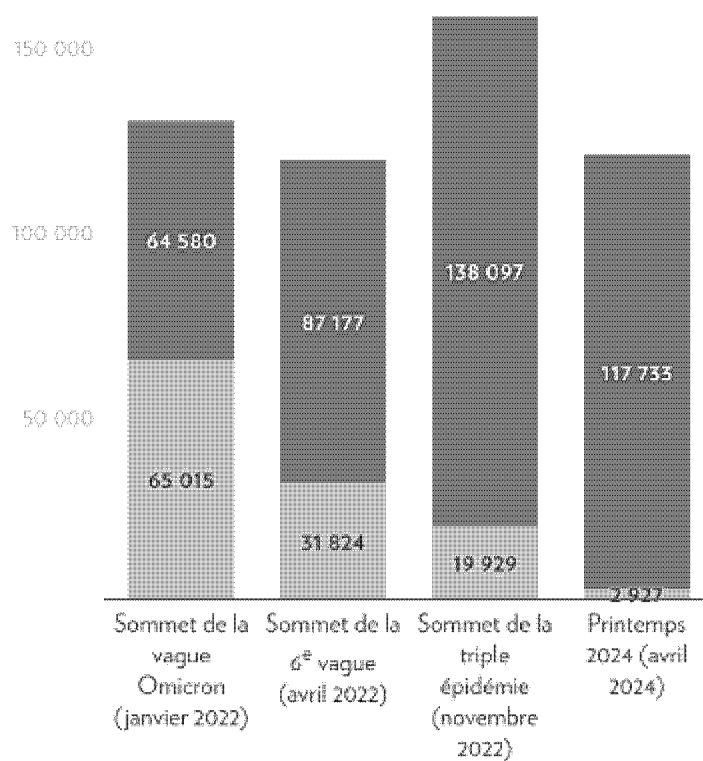
Son école est en milieu défavorisé, explique-t-il, et il faut « des filets de sécurité » pour augmenter la réussite, notamment en agissant sur l'absentéisme.

Le professeur Frédéric Guay est d'avis que le rôle des enseignants est primordial. « Quand c'est intéressant, ce qu'on fait en classe, ça ne va pas chercher 100 % des élèves, mais ça va en chercher un bon nombre. Essayons d'offrir l'enseignement le plus motivant possible », dit M. Guay.

Mais, ajoute-t-il, les enseignants font face « à plus de cas difficiles » et à des classes de plus en plus hétérogènes.

Absences dans le réseau scolaire du Québec

■ Absences liées à des virus respiratoires (dont la COVID) ■ Autres absences



Source : ministère de l'Éducation du Québec





Plan d'action sur le français

Un tableau de bord et du réchauffé

(Québec) Le gouvernement Legault réutilise sa recette à la mode : il va créer un autre tableau de bord, cette fois sur la situation du français. Pour le reste, son très attendu plan d'action sur la langue recycle des mesures déjà annoncées, mais qui ne sont pas à négliger pour autant.

TOMMY CHOUINARD

La Presse

La Presse a mis la main sur une version quasi finale de ce plan signé par le ministre de la Langue française, Jean-François Roberge. Le document circule parmi les ministères impliqués. Il devrait recevoir l'imprimatur du Conseil des ministres mercredi. Des changements demeurent possibles.

Le ministre Roberge, qui défendra ses crédits budgétaires en commission parlementaire ce mardi, doit dévoiler ce plan bientôt. La date du 28 avril, soit dimanche, a été encerclée sur le calendrier, mais rien n'est encore coulé dans le béton.

L'annonce de ce plan a d'ailleurs été reportée à plusieurs reprises. Au départ, elle devait être faite l'automne dernier.

Le « Plan pour la langue française » est doté d'une enveloppe de 580 millions de dollars en cinq ans. Cette cagnotte fait déjà partie du cadre financier du gouvernement, car elle a été constituée grâce aux deux derniers budgets. La mesure la plus coûteuse vise à augmenter l'offre de cours de Francisation Québec : 320 millions en cinq ans annoncés dans le budget Girard du 12 mars.

« Réveil national »

Ce plan est le fruit du travail du Groupe d'action pour l'avenir de la langue française, créé en janvier 2023 et composé de six ministres. En plus de M. Roberge, on y retrouve Christine Fréchette (Immigration), Bernard Drainville (Éducation), Pascale Déry (Enseignement supérieur), Mathieu Lacombe (Culture) et Martine Biron (Relations internationales et Francophonie).

Le gouvernement avait gonflé les attentes avec la création de ce groupe d'action. C'était le point de départ du « réveil national » que disait souhaiter Jean-

François Roberge pour « ralentir, arrêter et inverser le déclin de la langue française ». Il voulait donner un autre tour de roue après l'adoption en 2022 de la *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français* (projet de loi 96).

Le ministre n'était pas alors en mesure d'indiquer à quel moment le gouvernement du Québec arriverait à « inverser le déclin du français ». Il avait répondu que « lors du dépôt du plan d'action, c'est sûr qu'il y aura un échancier ».

Il n'y a pas de tel échancier dans la version du plan obtenue par *La Presse*.

On y prévoit la création d'un tableau de bord, à l'image de ceux déjà mis en place à la Santé et à l'Éducation. Il permettra de suivre l'évolution de certains indicateurs de la situation linguistique au Québec. Le gouvernement pourra s'y fier pour guider son action.

Quels seront les indicateurs retenus ? L'utilisation des langues, notamment dans l'espace public et au travail, la langue de consommation des produits culturels et la langue parlée, précise-t-on.

Dans son plan, Québec cible en particulier trois indicateurs pointant vers un déclin du français. Les données sont tirées du plus récent recensement de Statistique Canada.

Proportion de personnes dont le français est la langue maternelle

2001 : 80,9 %

2021 : 74,8 %

Proportion de personnes qui parlent principalement français à la maison

2001 : 82,3 %

2021 : 77,5 %

Proportion de personnes dont le français est la première langue officielle parlée

2001 : 85 %

2021 : 82,2 %

L'Institut de la statistique du Québec sera chargé de mener les enquêtes nécessaires pour faire un suivi annuel de la situation du français. Il le fera en collaboration avec le ministère de la Langue française et l'Office québécois de la langue française, notamment, indique le plan d'action.

Cinq axes, des mesures connues

Le plan de Jean-François Roberge comprend cinq axes d'intervention :

- l'immigration doit contribuer à la vitalité de la langue française ;
- la culture francophone doit être davantage accessible et découvrable ;
- les universités doivent encourager la fréquentation d'étudiants francophones et francotropes (c'est-à-dire ayant des affinités culturelles avec le français et qui sont plus enclins à adopter le français comme langue seconde) ;
- la maîtrise du français chez les jeunes doit être priorisée ;
- la langue française doit être un point d'ancrage universel et un vecteur d'échange pour favoriser sa valorisation et son rayonnement.

Les mesures associées à ces cinq axes sont déjà connues pour l'essentiel et sont en voie de se concrétiser.

En immigration, le plan se donne pour objectif d'augmenter le pourcentage d'immigrants connaissant le français. La ministre Fréchette a déjà revu les exigences en la matière dans les programmes d'immigration permanente et temporaire.

En culture, le plan vise à augmenter la disponibilité et la mise en valeur des contenus francophones dans l'univers numérique dominé par les Netflix et autres Spotify. Le ministre Lacombe a déjà annoncé le dépôt prochain d'un projet de loi afin « d'encadrer les grandes plateformes pour qu'il y ait plus de contenu québécois », comme le lui a recommandé un groupe d'experts récemment.

On attend toujours le lancement d'une mesure présentée dans le cadre du budget du printemps 2023 : le « passeport culturel numérique pour les jeunes », un outil « qui leur permettra d'avoir accès à des biens et services culturels » en français « à un coût avantageux ».

En enseignement supérieur, le plan propose une révision des droits de scolarité des étudiants canadiens non résidents du Québec et des étudiants internationaux. Il prévoit développer les compétences en français de 80 % des étudiants non québécois inscrits dans un programme de premier cycle dans une université anglophone. Le tout a déjà été annoncé par la ministre Déry.

En éducation, le plan mentionne que les approches pédagogiques seront « actualisées et diversifiées » afin d'améliorer la maîtrise du français chez les élèves. Le ministre Drainville a déjà entrepris des travaux pour réformer le programme de français au primaire et au secondaire.

Conférences dans les écoles pour un coup de poing mortel

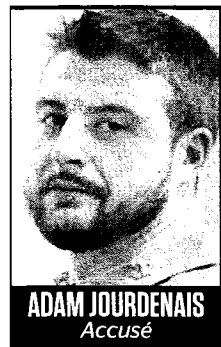
CAMILLE PAYANT
Le Journal de Montréal

Un homme de 28 ans qui a battu à mort un inconnu qu'il avait pris pour un pédophile devrait faire des conférences dans les écoles en guise de travaux communautaires après ses 18 mois de prison, a suggéré un juge.

« Un seul coup de poing, voici ce qui est nécessaire pour voir des vies chamboulées à jamais », a indiqué d'entrée de jeu le juge Marc-André Gauthier, hier matin, au palais de justice de Saint-Hyacinthe.

Adam Jourdenais a été condamné à 18 mois de prison pour l'homicide involontaire de Ronald Webb en mai 2022. Il devra ensuite respecter une probation de deux ans et faire 100 heures de travaux communautaires.

Le juge Gauthier a proposé que ceux-ci prennent la forme de conférences visant à sensibiliser les gens aux conséquences possibles de l'usage de la violence, notamment dans des écoles secondaires.



« Trop souvent, les jeunes ont tendance à user de violence en ne se doutant pas qu'elle peut avoir des conséquences dramatiques. Si vous pouvez partager votre vécu pour éviter ne serait-ce qu'une victime d'un événement semblable, au moins on aura sauvé cette per-

sonne », a mentionné le magistrat.

ATTAQUÉ AU BAR

Ronald Webb, 65 ans, est décédé après avoir été attaqué par deux hommes dans le stationnement du Resto-Bar B-Sports, à Richelieu.

Le soir du drame, la victime s'était approchée de l'enfant d'un coaccusé, Sébastien J^r Vallée, qui se trouvait dans le resto-bar.

Les membres de son groupe s'étaient ensuite mis à le traiter de « vieux pédophile ». M. Webb n'a aucun antécédent en pareille matière.

Jourdenais et Vallée l'ont même pourchassé jusqu'au fond du stationnement, alors que la victime quittait l'établissement.

Vallée a frappé un premier coup en direction de M. Webb, qui a reculé au même moment. Puis, Jourdenais lui a asséné un coup de poing au visage, ce qui l'a projeté au sol. Le retraité est finalement décédé d'un traumatisme causé par sa chute.

CONTEXTE « ABSURDE »

« Bien que l'accusé soit le seul responsable du coup asséné à la victime, il s'est retrouvé au centre d'un tourbillon dont il n'est pas l'auteur », a souligné le juge Gauthier, précisant le contexte « fortement absurde » du crime.

Dans ce dossier, la Couronne demandait une peine de 30 mois de prison.

L'avocat de Jourdenais, Romy Elayoubi, avait plaidé pour une sentence de 15 mois.

La suggestion de la poursuite avait été décriée par les proches de la victime lors des observations sur la peine en février dernier.





Opinions

Richard Martineau

richard.martineau@quebecormedia.com

Vive la diversité, parlons anglais!

Vous souvenez-vous des paroles de la chanson *Punch Créole*, que Charlebois a sortie en 1976?

« Moi plus chanter en créole / Plus jamais chanter en créole / Pays trop petit pour gagner sa vie... »

Je n'ai jamais compris la signification exacte de cette chanson.

Charlebois se moquait-il des artistes québécois qui chantaient en anglais pour faire plus d'argent? Comme « *I Want to Pogne* » de RBO?

Racontait-il l'histoire d'un immigrant qui débarquait — rempli d'espoir — au Québec, mais qui perdait rapidement ses illusions, trouvant le Québec trop

Était-ce une profession de foi du chanteur, à prendre au premier degré? « Je ne chanterai plus en joual, mais en français international, afin de me faire mieux comprendre »?

Mystère...

Toujours est-il que c'est à cette chanson que je pensais en lisant le reportage de Daphnée Dion-Viens, hier, sur ces jeunes francophones qui parlent en anglais à l'école (et dans la rue) sous

prétexte que l'anglais est une langue « plus cool », plus rassembleuse et moins difficile à apprendre...

BELLE DIVERSITÉ

C'est bien beau, la loi 101, mais comme m'a dit Joseph Facal hier à QUB, « on peut amener l'âne à la rivière, mais on ne peut le forcer à boire »...

Malgré ce que pensent les amis de M^e Anne-France Goldwater, le gouvernement ne poste pas des gardiens de la langue à chaque carrefour pour écouter les conversations des Québécois et distribuer des amendes à ceux qui parlent la langue de Mordecai Richler.

Cela dit, j'aimerais qu'on m'explique une chose...

Ce ne sont pas les jeunes qui n'arrêtent pas de nous parler de « diversité » à longueur de journée?

« Il faut respecter les minorités, les protéger, célébrer leur culture, leur identité, leur langue »?

Ne voient-ils pas que les francophones constituent une minorité au Canada et en Amérique du Nord?

Que c'est le français qui est menacé dans ce petit

coin du monde, et non l'anglais?

« À bas la domination des hommes », « À bas la domination des Blancs », « À bas la domination des hétéros », « À bas la domination des riches », « À bas la domination de l'Occident », « À bas la domination des dominants »...

Mais vive l'anglais?

Euh...

Suis-je seul à trouver que c'est contradictoire?

Ces pauvres petits lapins qui se roulent en boule dès qu'ils voient un enfant blanc se déguiser en mariachi à l'Halloween ne voient-ils pas que l'anglais est un bulldozer qui écrase tout sur son passage?

Ils sont pour la diversité, oui ou non?

UNE LANGUE UNISEXE

« L'anglais c'est plus facile que le français, car il y a moins d'adjectifs à conjuguer... », a dit un jeune à la journaliste.

Voilà, le chat sort du sac. Ils parlent anglais par paresse.

Ils ont la flemme.

J'imagine qu'ils vont aussi nous dire que l'anglais est une langue plus « fluide », car n'associant pas de genre aux objets.

Que des jeunes écoutent de la musique en anglais me passe 10 000 pieds par-dessus la tête.

Mais que des jeunes francophones dont la langue maternelle est le français parlent entre eux en anglais me sidère.

Et ce sont eux qui nous font la leçon? Qui ne cessent de vanter la diversité?

Diversité *My Ass*, oui.



Legault interdit les médias lors de la plantation d'un arbre

NICOLAS LACHANCE
Bureau parlementaire

Le premier ministre du Québec a décidé de souligner le Jour de la Terre en plantant un arbre dans une école primaire de la région de Québec, en interdisant l'accès aux médias.

L'événement fermé aux médias se déroulait ainsi dans un lieu gardé secret.

Seule la photographe de son cabinet était sur place.

Une image devait ensuite être publiée sur le réseau social X.

Le premier ministre François Legault devait planter cet arbre à 14 h, hier, en compagnie du ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale, Jonatan Julien.

MANIFESTATION

Dimanche, des centaines de personnes se sont réunies, à Québec, en manifestant pour dénoncer « l'inaction politique » en matière de justice climatique et sociale, à la veille du Jour de la Terre.

Elles ont marché jusqu'à l'Assemblée nationale. Plusieurs personnes rencontrées par *Le Journal* ont pointé directement du doigt le gouvernement du Québec, l'accusant de « fermer les yeux sur les pires pollueurs ».



La Commission scolaire English-Montréal obtient un sursis

PATRICK BELLEROSE
Bureau parlementaire

Un sursis obtenu vendredi permettra aux commissions scolaires anglophones de se soustraire temporairement à l'obligation de communiquer en français avec des institutions de leur communauté. Mais du même souffle, le juge soulève des doutes sur leurs chances de contester les autres éléments de la nouvelle loi 101.

La commission scolaire English-Montréal (CSEM) a obtenu une victoire partielle, et temporaire, dans sa contestation de la réforme de la loi 101.

Vendredi dernier, la juge Suzanne Courchesne, de la Cour supérieure, lui a accordé la suspension de plusieurs nouveaux articles de la Charte de la langue française. Le sursis s'applique également aux sept autres commissions scolaires anglophones et à l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec, qui ont rejoint la CSEM dans sa contestation.

Ainsi, en attendant un jugement sur le fond, ces institutions ne seront pas obligées d'utiliser « uniquement » le français dans leurs communications avec les autres gouvernements et personnes morales, ni de rédiger leurs contrats dans la langue de Molière.

La loi s'appliquera toutefois si le partenaire ou le contractant l'exige.

« UN DOMMAGE SÉRIEUR »

« De façon évidente, l'interdiction pour les CSA [NDLR : commissions scolaires anglophones] d'utiliser l'anglais dans leurs communications écrites, contrats et services avec des partenaires de la communauté linguistique minoritaire, dans la majorité des situations, leur cause un dommage sérieux et irréparable », écrit la juge pour justifier le sursis.

« Il s'agit là d'une victoire importante, dont la CSEM peut être fière », estime le président de la commission scolaire, Joe Ortona.

La juge Courchesne a toutefois refusé d'accorder un sursis sur les autres éléments contestés par la CSEM.



Un chauffeur d'autobus pédophile plaide coupable

Le sexagénaire a agressé une adolescente pendant trois ans

Près de deux ans après le meurtre sordide de son frère avec comme trame de fond l'agression sexuelle alléguée d'un mineur, un ancien chauffeur d'autobus scolaire de 68 ans vient de reconnaître sa culpabilité en lien avec une série de crimes sexuels sur une adolescente.

FRÉDÉRIQUE GIGUÈRE
Le Journal de Montréal

De retour au palais de justice de Longueuil hier, Pierre Lafontaine a plaidé coupable à des accusations d'exploitation sexuelle, de contacts sexuels sur une mineure, d'incitation à des contacts sexuels sur une mineure, de production de pornographie juvénile et de leurre informatique. Les faits se sont déroulés majoritairement à Brossard entre 2009 et 2012.

La victime, dont l'identité est protégée par une ordonnance de non-publication, était en secondaire un lorsqu'elle a rencontré Lafontaine. Il était alors son chauffeur d'autobus scolaire.

« Pendant trois ans, ils se parlent matin et soir dans l'autobus. [La victime] le considère comme un ami et un confident », peut-on lire dans l'exposé conjoint des faits.

À l'âge de 15 ans, la jeune femme a changé d'école et s'est retrouvée seule, isolée, sans amis et très vulnérable. Elle vivait notamment avec un trouble alimentaire et s'automutilait.

C'est à ce moment que Lafontaine a commencé à l'agresser.

PRATIQUES DÉGRADANTES

Les séances de masturbation se sont transformées rapidement en viols dégradants. Lafontaine demandait à la victime de participer à toutes sortes de pratiques sexuelles avec lesquelles elle n'était pas à l'aise, comme des relations anales et des séances impliquant de l'urine. Il ne portait pas de condom. Les crimes se sont déroulés dans un motel, dans la voiture, dans le coffre de celle-ci ou encore dans des parcs.

« [La victime] continue de voir l'accusé fréquemment, car elle

ne veut pas le perdre, explique-t-on dans le document judiciaire. L'accusé lui dit que si elle parle de ce qu'ils font, elle détruira sa vie. [Elle] le voit comme sa seule source de réconfort. »

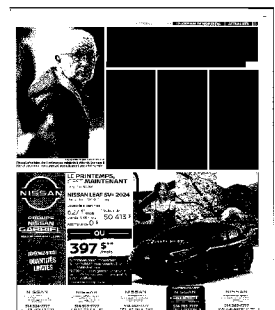
Lafontaine et la victime se qualifiaient de « couple » en privé, même si l'homme de 40 ans son aîné avait une femme et des enfants. Au fil du temps, la jeune femme a réussi à s'éloigner de lui.

« Plus elle vieillissait, moins l'accusé était intéressé à elle », indique l'exposé des faits.

SON FRÈRE TUÉ PEU AVANT

Au terme d'une longue enquête, Pierre Lafontaine a été arrêté en février 2023. Mais quatre mois auparavant, son frère cadet Luc Lafontaine s'est fait assassiner et démembrer par un jeune étudiant de 19 ans.

Le mois dernier, lors de son plaidoyer de culpabilité, Nicolas Côté a avoué avoir commis le crime dans le but de venger un copain qui avait été agressé sexuellement par Luc Lafontaine lorsqu'il était ado.





François Legault a manqué de courage sur la loi 101 au cégep

L'époque où le secondaire en français suffisait à assurer la francisation est bel et bien révolue.

Quand les élèves francophones ne se donnent plus la peine de parler français à l'école sous prétexte que c'est un «inconvenient» et qu'ils jugent que le français est «juste une langue» comme on l'apprenait dans l'article de ma collègue Daphné Dion-Viens, on constate à quel point le gouvernement Legault a raté la cible dans sa réforme de la Charte de la langue française.

Au-delà des réformes technocratiques de la loi 96, il y avait une solution structurante pour inverser la tendance au tout à l'anglais. Pire, cette solution rallie la grande majorité des démographes et experts.

Mais François Legault n'a pas eu le

courage.

Imposer la loi 101 au cégep aurait trop indisposé la bourgeoisie montréalaise et son électorat des banlieues qui aspire à s'y joindre.

POINT DE NON-RETOUR

À l'époque de Camille Laurin, le libre choix au cégep se défendait. Les jeunes parlaient français à la maison, ils lisaient en français, chantaient en français, regardaient la télé en français.

La révolution numérique a tout fait basculer.

C'est ainsi que les 30 % de francophones dans les cégeps anglais sont déjà bilingues. Pire, ils sont déjà anglicisés.

La pression sociale du secondaire, puis les Netflix, YouTube, TikTok, Prime Video, Disney+ s'en sont chargés.

Dans un tel contexte, plutôt que d'ouvrir l'horizon d'une carrière bilingue, le cégep finira de refermer les portes d'une identité francophone.

Dorénavant, ils pensent en anglais, ils aiment en anglais. Et 55 % d'entre eux travailleront en anglais, selon l'OQLF.

Car c'est au collégial que se cimentent nos ancrages littéraires, philosophiques, culturels. Surtout, c'est à cet âge que se forme le cercle social de l'adulte en devenir.

La loi 101 au cégep en français aurait au moins donné une chance au Québec de rescaper ces jeunes voués à une bilinguisation qui mènera à l'anglicisation.



LES ÉLÈVES QUI BOUDENT LE FRANÇAIS POURRAIENT ÊTRE PÉNALISÉS

DAPHNÉE DION-VIENS AVEC GENEVIÈVE LAJOIE, BUREAU PARLEMENTAIRE

Préoccupé par la place grandissante de l'anglais dans certaines écoles francophones, le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, n'exclut pas la possibilité de pénaliser les élèves qui ne parlent pas français en classe.

«Le groupe d'experts qui se penche sur la refonte du programme de français, je vais leur demander de réfléchir à ça », a affirmé le ministre hier, en marge d'un point de presse à Lévis.

Le Journal révélait hier que l'anglais s'impose entre les murs de certaines écoles francophones.

C'est le cas à Vaudreuil-Dorion, où des élèves ne voient tout simplement plus la nécessité de parler la langue de Molière, même en classe.

Une situation qui force des profs de français à sévir, en leur enlevant des points au bulletin pour la communication orale.

Mais des enseignants dans d'autres matières, comme en histoire ou en science, se sentent bien impuissants puisqu'ils ne peuvent pas pénaliser les élèves qui parlent anglais en classe.

INCITER À «AIMER LE FRANÇAIS»

Interrogé pour savoir si les règles en place pourraient être modifiées pour s'assurer que les élèves parlent bel et bien français en classe, le ministre Drainville a affirmé que cette avenue serait étudiée.

«On va y réfléchir. Ce n'est certainement pas exclu. Il faut juste s'assurer que ce soit la bonne façon, que ce soit la bonne manière, de les inciter pas juste à parler, mais à aimer le français, à avoir le goût de l'apprendre et à le parler au quotidien », a-t-il déclaré.

«Il faut que notre personnel scolaire, nos enseignants, nos directions d'école rappellent constamment l'importance du français, pas juste dans les classes », a-t-il ajouté.

M. Drainville a rappelé qu'une révision du programme de français était en cours, pilotée par un groupe d'experts qui étudie notamment la possibilité d'utiliser davantage d'oeuvres culturelles québécoises pour enseigner la langue de Molière.

«De cette manière-là, on ferait d'une pierre deux coups. On enseigne le français, mais on branche aussi le français à la culture, pour ne pas justement que ce soit perçu comme une langue comme les autres », a-t-il précisé.

LE CAS DES DEMANDEURS D'ASILE

Le ministre Drainville a par ailleurs affirmé que l'anglicisation observée dans certaines écoles secondaires pouvait s'expliquer par le trop grand nombre de demandeurs d'asile qui arrivent au Québec, puisque le réseau scolaire n'a plus les ressources pour les franciser correctement.

«Si on n'est pas capable de franciser les nouveaux arrivants, et si la première langue vers laquelle ils se tournent est l'anglais, ça crée un environnement dans l'école où [...] à des moments l'anglais prend le dessus sur le français », a ajouté le ministre, qui demande à nouveau à Ottawa de diminuer l'afflux de demandeurs d'asile arrivant au Québec en les répartissant de façon plus équitable dans les autres provinces canadiennes. -

CE QU'ILS ONT DIT

«C'est très préoccupant ! Malheureusement, avec l'arrivée de milliers de demandeurs d'asile au Québec, la pression sur notre réseau scolaire est réelle. On a du mal à franciser nos jeunes et ça devient un réel enjeu. Le fédéral doit immédiatement freiner et diminuer l'afflux de demandeurs d'asile et les répartir plus équitablement ailleurs au Canada. [...]. Le message doit être clair : dans nos écoles, on s'exprime en français.»

-Déclaration commune du ministre de la Langue française, Jean-François Roberge, et du ministre de l'Éducation, Bernard Drainville



Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, participait lundi à l'inauguration de l'agrandissement de l'École du Ruisseau à Lévis. STEVENS LEBLANC/JOURNAL DE QUEBEC

Saguenay

Incendie criminel à l'école secondaire Charles-Gravel

CATHERINE BOUCHER

Agence QMI

Un incendie criminel a endommagé l'école secondaire Charles-Gravel, dimanche soir, dans le secteur nord de Chicoutimi, à Saguenay, forçant la suspension des cours jusqu'à nouvel ordre en raison de la mauvaise qualité de l'air à l'intérieur du bâtiment.

Aucun suspect n'a été arrêté pour l'instant après cet événement qui s'est déroulé vers 20 h, dimanche soir.

«On a pu constater que c'est un feu qui avait pris dans une poubelle qui était à proximité de l'école. Le feu s'est propagé dans le petit toit devant l'école», a expliqué Louise Noël, coordonnatrice aux communications pour le Centre de Services Scolaire des Rives-du-Saguenay.

Les pompiers ont rapidement maîtrisé l'incendie, mais les dommages ont forcé la fermeture temporaire de l'école.

DOMMAGES IMPORTANTS

Il est encore trop tôt pour évaluer l'ampleur des dommages. Une partie de la structure du toit de la mezzanine a dû être retirée et plusieurs fenêtres ont éclaté en raison de la chaleur. Heureusement, les flammes ne se sont pas propagées à l'intérieur du bâtiment, mais une importante quantité de fumée s'est infiltrée.

«Le dommage le plus important c'est la présence de fumée. Oui, il y a des vitres brisées, mais ce qui a empêché les jeunes d'entrer et de fréquenter l'école aujourd'hui c'est la présence très importante de fumée à l'intérieur du bâtiment», a mentionné la coordonnatrice aux communications du CSS des Rives-du-Saguenay.

Éducation

Climat : une nouvelle formation «positive et constructive» pour les enseignants

Par Jean-Benoit Legault, La Presse Canadienne

Une formation développée par une équipe de l'Université du Québec à Montréal propose aux enseignants du préscolaire-primaire et du secondaire des outils pédagogiques qui visent à reconnecter leurs jeunes à la nature en contexte de changements climatiques, tout en générant des apprentissages.

Force est ainsi de constater que plusieurs jeunes sont déconnectés de la nature et obnubilés par leurs écrans, et que plusieurs témoignent des symptômes d'écoanxiété qui peuvent avoir un impact sur leur réussite éducative, a dit la responsable du projet, la professeure associée du département de didactique Virginie Boelen.

«C'est une pédagogie qui est à contre-courant de ce qu'on fait, qui est positive et constructive», a-t-elle déclaré lors d'une longue conversation avec La Presse Canadienne en marge du Jour de la Terre, lundi.

«Il faut arrêter de taper [sur les jeunes] avec les problèmes de changements climatiques. On est en train de les assommer et de les détruire. [Les problèmes] sont là, on ne les évite pas, mais on va travailler d'abord quelque chose de constructif et de positif pour que le jeune nourrisse quelque chose qui soit fort, qu'il développe une solidarité écologique. Et à ce moment-là, face à ces enjeux-là, il va trouver les ressources et il sera beaucoup plus constructif.»

Mme Boelen a jusqu'à présent accompagné une quinzaine d'enseignants provenant de trois écoles primaires de la région de Montréal dans le cadre d'activités de plein air.

Activités

Les activités qu'elle propose peuvent se dérouler dans un parc, une forêt, à la montagne, mais aussi à proximité des écoles, ce qui exige moins de temps et de logistique.

«La sortie que l'on fait à un moment donné est née de la sortie précédente et elle nourrira la sortie suivante», explique Mme Boelen dans une des vidéos produites pour ce projet et disponibles sur la plateforme ecoleouverte.ca.

«C'est ainsi qu'on crée une certaine continuité, un continuum entre les sorties et finalement une certaine cohérence. Ainsi se tisse un lien entre l'enfant et le lieu, le jeune commence à connaître le lieu et il remarque les moindres changements avec l'envie d'en prendre soin.»

Il ne s'agit donc pas de déplacer le cours de français et de mathématiques à l'extérieur, a-t-elle précisé. L'objectif est plutôt de permettre au jeune d'entrer en relation avec la nature, et à partir de ce qu'il aura vécu avec cette nature, de générer des apprentissages en lien avec le programme de formation de l'école.

«On appelle ça une forme d'éco-conformation, de laisser la nature être cette partenaire d'apprentissage qui va nous apprendre des choses, a dit Mme Boelen. Donc de travailler cette réceptivité par rapport à cette nature, dans laquelle on entretient une relation de réciprocité, comme si on s'adressait à un ami avec qui on va jouer.»

«Être connecté à la nature» signifie d'aimer passer du temps dans la nature, de se sentir bien dans cette nature, de choisir d'aller jouer dehors plutôt que de rester à l'intérieur, a-t-elle expliqué. C'est aussi le fait d'aimer prendre soin de cette nature, de vivre un sentiment d'unité et d'harmonie avec cette nature, et de sentir qu'on fait partie d'un tout.

«L'intention pédagogique première, c'est de reconnecter le jeune au territoire, et ça dans une perspective de contrer le phénomène d'écoanxiété, a dit Mme Boelen. L'écoanxiété, c'est une émotion qui a un impact sur la santé mentale, et reconnecter le jeune au territoire avec ce sentiment de faire partie de la grande famille du vivant, ça aussi c'est une émotion, c'est le sentiment de ne pas être seul.»

Effets bénéfiques

Des recherches ont d'ailleurs montré que le contact direct avec la nature produit des effets bénéfiques sur la santé mentale et physique des jeunes, en plus de favoriser des apprentissages.

«Et la recherche a démontré que ça générerait un sentiment de bien-être, de faire partie de ce 'grand corps du vivant', a renchéri Mme Boelen, et aussi une attitude beaucoup plus constructive et positive à l'égard de l'avenir, à l'égard des enjeux de changements climatiques.»

Quand on parle d'environnement dans les écoles, a-t-elle fait remarquer, on en parle trop souvent comme d'un «problème» ou comme de quelque chose qu'on doit «gérer». La nouvelle pédagogie qu'elle propose vise plutôt à aider le jeune à réaliser qu'il fait partie du «vivant».

Le programme ne travaille pas seulement avec le cognitif, a dit Mme Boelen, mais aussi sur le registre des émotions qui accompagnent le fait de «se sentir vivant».

«Et l'idée c'est justement de contrer ce phénomène d'écoanxiété qui pour plusieurs a été généré aussi par l'éducation, a-t-elle dit. Il y a cette intention de développer une nouvelle compétence qui serait une compétence verte, une capacité à entrer en relation avec cette nature, cette capacité à développer son identité écologique.»

Cette identité mènera à l'acquisition de ce qu'elle appelle une «éco-citoyenneté», le désir de prendre soin de la nature et de se mobiliser pour elle.

Les gestes qui seront posés pour la nature, poursuit Mme Boelen, ne le seront plus par peur, «parce qu'on se dit que tout va mal et qu'il faut bien faire quelque chose», mais par amour, parce qu'on est attachés à la nature.

«Dans cette pédagogie, on apprend au jeune à réapprendre de cette nature qui est son partenaire de vie, qui est avec lui tout le temps, qui l'accompagne et qu'il a complètement oubliée», a conclu Mme Boelen.

Éducation

Québec tiendra sa journée de mobilisation sur l'intimidation dans les écoles en mai

Par La Presse Canadienne

La prévention, l'intervention et les sanctions seront les trois axes qui seront à l'ordre du jour lors de la journée de mobilisation sur l'intimidation et la violence dans les écoles, qui aura lieu le 24 mai à Québec.

La tenue de cette journée, dont la date a été confirmée lundi, avait été promise l'automne dernier par le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, lorsqu'il a présenté son Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles.

Dans un communiqué, le ministère de l'Éducation a précisé que cette journée sera l'occasion «d'entendre les personnes qui travaillent auprès des élèves au quotidien afin de faire vivre le plan de lutte contre l'intimidation et la violence dans les écoles».

Elle permettra aussi de «faire le point sur les situations de violence dans les écoles, dont certaines ont été médiatisées ces derniers mois», a-t-on ajouté.

Selon le ministère, une centaine de personnes ont été invitées à participer à l'événement qui se tiendra à Québec. Il s'agit notamment de membres des centres de services scolaires, des directions d'école et des comités de parents.

Des organismes communautaires et des centrales syndicales ont aussi reçu des cartons d'invitation, a-t-on fait savoir.

«Les participants auront l'occasion de témoigner de ce qu'ils vivent sur le terrain, sans filtre, avec des collègues de partout au Québec et d'échanger collectivement quant aux meilleures interventions sur le terrain et à leur application», a souligné le ministère de l'Éducation.

En octobre dernier, M. Drainville a présenté son Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles dans la foulée de plusieurs événements violents qui avaient été rapportés dans les médias.

Décliné en quatre axes — documenter, former, soutenir et sensibiliser —, le document était accompagné d'une enveloppe de 30 millions sur cinq ans.

En plus de la journée de mobilisation, le plan prévoit aussi une semaine sur la prévention de la violence, qui doit avoir lieu au courant de l'année 2024-2025.

La Capitale

Qui trouvera un terrain pour l'école neuve de Cap-Rouge ?

Par Émilie Pelletier, Le Soleil

La partie de ping-pong se poursuit dans le dossier de la nouvelle école primaire de Cap-Rouge. Le gouvernement du Québec verra à chercher un terrain de son côté, mais appelle la Ville à penser aux élèves et à trouver elle aussi

«Il y a des besoins importants dans le secteur Cap-Rouge. L'objectif est de construire une école rapidement pour répondre aux besoins des familles. Tout le monde doit faire son bout de chemin», tranche le cabinet du ministre de l'Éducation, Bernard Drainville.

Dans une déclaration écrite au *Soleil*, l'attaché de presse Antoine De La Durantaye confirme que le gouvernement Legault fera sa part, en procédant à une «évaluation» de ses propres terrains.

«Toutefois, il faut s'assurer que le terrain tienne compte des critères pour implanter une école. Il faut également que la Ville de Québec puisse avoir des options à nous proposer si aucun de nos terrains ne répond à ces critères», a-t-il répliqué à l'administration Marchand.

Talonné depuis plusieurs semaines sur les retards dans la cession d'un terrain au Centre de services scolaire des Découvreurs, le maire Bruno Marchand remettait la semaine dernière dans la cour du provincial une partie du fardeau de dénicher un terrain disponible pour la construction d'une nouvelle école primaire dans le secteur Le Gendre.

Si les villes ont l'obligation «de céder à titre gratuit des terrains aux centres de services scolaires», le nouveau pacte fiscal signé avec Québec prévoit que ce dernier a la responsabilité de «prioriser l'utilisation de [ses] terrains et [ses] bâtiments excédentaires» et que l'échange de terrains et de bâtiments entre le gouvernement et les gouvernements de proximité doit être «privilegié comme alternative lorsque cette utilisation n'est pas possible».

Penser aux élèves

Le Centre de services scolaire convoite un terrain boisé à l'est de l'avenue Le Gendre et au nord du boulevard de la Chaudière pour faire sortir de terre une école primaire neuve. Mais la Ville veut attendre d'être fixée sur le développement futur du quartier, notamment celui lié au tramway, avant de prendre une quelconque décision.

Or, pendant que la Ville et le gouvernement se renvoient la balle, le dossier piétine et l'ouverture du lieu d'enseignement, réclamé de longue date, est repoussée à la rentrée scolaire de 2028.

Le ministère de l'Éducation plaide que les discussions entre la Ville et le Centre de services scolaire ont été entamées avant la signature d'une entente de réciprocité avec les municipalités.

«Il faut se rappeler que le terrain qui était identifié par le CSS avait initialement été proposé par la Ville, il y a quelques années», ajoute l'attaché de presse de Bernard Drainville.

Le besoin d'une nouvelle école dans le secteur est manifesté par la ministre des Transports, députée de Louis-Hébert, Geneviève Guilbault, depuis son arrivée en poste en 2018.

«D'abord et avant tout, c'est aux familles et aux élèves qui vont profiter de cette future école qu'on doit penser. On souhaite que la collaboration se poursuive afin de trouver une solution le plus rapidement possible», demande le gouvernement du Québec.

ICI  RADIO-CANADA

Des élèves marchent à La Tuque pour le Jour de la Terre

MARILYN MARCEAU
ALEXANDRE PAINCHAUD

Plus de 500 élèves ont participé à une marche lundi matin, à La Tuque, pour le Jour de la Terre.

L'événement était organisé par la Coopérative SOS planète de l'École primaire Centrale. Tous les élèves de La Tuque y étaient invités.

La marche, qui s'est terminée à l'école La Tuque High School, avait pour but de sensibiliser les enfants à l'importance de prendre soin de leur planète.

Pour l'occasion, plusieurs jeunes avaient préparé des affiches sur lesquelles étaient inscrites des actions concrètes qu'ils prennent au quotidien pour aider la planète, par exemple je ramasse mes déchets ou je ferme l'eau du robinet quand je me brosse les dents.

Des jeunes rencontrés sur place ont dit espérer que l'ensemble de la population adopte des gestes plus écologiques.

La coopérative SOS planète compte 9 élèves de 6e année. C'est ce groupe qui a organisé la marche, avec

l'enseignante de 5e année à l'École Centrale, Kandy St-Amour, qui s'occupe du projet.

Elle croit en l'importance de la jeune génération dans cet enjeu. Tous ces petits gestes que ces enfants font aujourd'hui et tous les jours auront certainement une portée dans le futur parce que ce sont ces élèves qui vont pouvoir prendre en main les choses et peut-être rattraper un peu nos manquements des derniers siècles, des dernières années, dit-elle.

Kandy St-Amour en a profité pour annoncer l'ouverture prochaine d'un jardin écologique à l'École Centrale. Il contiendra des arbres fruitiers, des plantes médicinales et des fleurs comestibles. L'endroit servira notamment d'un outil pédagogique pour les enseignants de l'école.

ICI  RADIO-CANADA

Jour de la Terre : des élèves manifestent pour leur avenir

GABRIEL POIRIER

Les élèves de l'école secondaire D'Iberville ont marché dans les rues de Rouyn-Noranda pour scander l'attachement qu'ils vouent à leur planète et à leur avenir.

L'initiative, une première pour l'établissement, s'inscrit dans les efforts de l'*Armée verte D'Iberville* pour encourager la population à marcher, à recycler et à composter.

La cause me tient vraiment à cœur et je trouve qu'on n'en fait pas assez pour la planète, explique Joly-Ann Landry, l'une des soldates de l'*Armée verte*. Je suis contente que les profs aient amené leur classe.

Comme Joly-Ann, environ 150 adolescents ont quitté leur classe vers 11 h 30 afin de marcher, pancartes en main, jusqu'à la place de la Citoyenneté en face de l'hôtel de ville.

L'objectif étant de lancer un mouvement pour encourager leurs camarades et la population en général à cultiver les habitudes de vie écologiques, comme la marche et le ramassage des déchets.

C'était bien l'fun. Moi, avec ma famille, on va aller se promener un peu partout sur le bord de la route afin de ramasser les déchets, ajoute Laurie. De mon côté, on n'habite pas en ville, alors on fait du compostage, poursuit Emrick. On prévoit avoir des poules bientôt, on se fait un jardin et on essaie de subvenir à nos besoins alimentaires.

Ce matin, notre prof nous a fait faire un quiz sur nos habitudes de vie. Si tout le monde avait les mêmes habitudes de vie que moi, il faudrait trois terres et demie pour subvenir à nos besoins. Ça m'a un peu réveillé [...] Je peux continuer à changer.

- Emrick, élève de l'école D'Iberville

Organisateurs satisfaits

Les organisateurs se disent satisfaits, au point de promettre de renouveler l'initiative l'an prochain. Pour nous, c'est une première édition, mentionne la conseillère pédagogique, Dominique Beaudoin. On a eu plus de participants que prévu avec des élèves de l'école primaire la Grande-Ourse, un centre de la petite enfance et un autobus d'enfants qui s'est joint à nous.

La marche s'inscrit dans les efforts du comité pour changer les mentalités. Les élèves ont en effet commencé à s'impliquer à l'école, bien avant de songer à envahir les rues.

On a plus besoin de la terre que l'inverse.

- Dominique Beaudoin, conseillère pédagogique à l'école secondaire D'Iberville

L'*Armée verte* est très active à l'école. Elle a mis en place une friperie pour parler de l'impact des vêtements sur l'environnement. Ils travaillent aussi sur une boîte de ravitaillement pour offrir une variété de trucs à manger, mais avec des emballages plus économiques, illustre Mme Beaudoin.

Le comité environnemental de l'école D'Iberville, l'*Armée verte*, a organisé l'événement en collaboration avec le Regroupement d'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue.

ICI  RADIO-CANADA

Un terrain trouvé pour la construction d'une école dans l'est de Lévis

FÉLIX MORRISSETTE-BEAULIEU

Lévis dit avoir trouvé un terrain pour la construction d'une école de « très haute importance » dans l'est de la Ville. Le maire Gilles Lehouillier a d'ailleurs rencontré le ministre Bernard Drainville vendredi pour faire le point sur les négociations avec le propriétaire.

On a trouvé le terrain qui est idéal et on va entreprendre les discussions assez rapidement a laissé tomber le Gilles Lehouillier, lundi.

Le maire ignore combien d'élèves la nouvelle école pourrait accueillir, ni s'il s'agira d'un établissement primaire ou secondaire. Il ne s'avance pas non plus sur l'endroit ciblé.

Toutefois, il indique qu'il s'agira d'une école de très haute importance. Ça va être costaud comme école, ajoute le maire. Elle devrait d'ailleurs combler les besoins dans l'est de Lévis, précise-t-il.

Des discussions sont également en cours pour la construction d'une nouvelle école dans l'ouest de la Ville, avance Gilles Lehouillier.

Des besoins importants

Avec l'arrivée de milliers de nouveaux résidents chaque année, les besoins sont criants selon Lehouillier. Il y a des écoles dans l'est de la ville qui débordent de partout. Dans ces écoles-là, le moindre petit espace, [comme un garde-robe très grand] est récupéré, prévient le maire.

Le ministre de l'Éducation et député de Lévis, Bernard Drainville, était d'ailleurs à Lévis lundi pour inaugurer l'agrandissement de l'école primaire des Ruisseaux. D'ici 2025, l'école pourra accueillir 192 élèves de plus, soit huit classes.

Cet agrandissement est loin de combler les besoins, admet le ministre. Dans le budget de l'année dernière, Lévis a été priorisé pour une nouvelle école et depuis ce temps-là, on cherche un terrain, indique Bernard Drainville. Le ministre souhaite débiter la construction très très vite, ajoute-t-il.

En vertu de la loi provinciale, il revient aux municipalités de fournir des terrains aux centres de services scolaires pour la construction de nouvelle école.

Les terrains achetés par la Ville ne peuvent toutefois être vendus à des prix exorbitants.

Notre responsabilité pour l'acquisition des terrains, on entend l'assumer, ajoute Gilles Lehouillier.

ICI  RADIO-CANADA

Grève dans le transport scolaire : le transporteur de substitution se retire

FABIENNE TERCAEFS

Autocar Bas-Saint-Laurent, qui avait été appelé à la rescousse par le Centre de services scolaire (CSS) de Kamouraska–Rivière-du-Loup pour effectuer deux circuits de transport scolaire à Saint-Antonin pendant la grève des conducteurs d'Autobus Camille Mailloux, la semaine dernière, a finalement annulé les trajets, lundi.

La directrice générale du transporteur Autocar Bas-Saint-Laurent, Frédérique Guignard, affirme que dans le contexte de grève des conducteurs d'Autobus Camille Mailloux, cette décision était préférable. L'entreprise n'a cependant pas souhaité donner plus de précisions concernant sa décision.

Au début de la grève, la semaine dernière, le syndicat des conducteurs et conductrices d'Autobus Camille Mailloux avait dénoncé le fait que certains circuits avaient été confiés à d'autres transporteurs pendant les moyens de pression des syndiqués.

En raison du retrait d'Autocar Bas-Saint-Laurent, le transport scolaire ne sera pas offert les 22, 23 et 24 avril

pour les trajets 173 et 176 de Saint-Antonin, précise le CSS. Les jeunes concernés peuvent se tourner vers les mêmes solutions de rechange que les autres pendant la grève des conducteurs et conductrices d'autobus, ajoute le directeur général Antoine Déry dans une déclaration écrite.

Les parents ont la possibilité de recevoir une indemnisation financière s'ils doivent reconduire eux-mêmes leurs enfants à l'école ou s'ils utilisent le service de garde pendant la grève.

ICI  RADIO-CANADA

L'annulation des cours se poursuivra mardi à l'école secondaire Charles-Gravel

PASCAL GIRARD

Après avoir annoncé plus tôt lundi que le retour en classe se ferait mardi, le Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay se ravise et indique que les cours sont suspendus jusqu'à nouvel ordre.

L'école située à Chicoutimi-Nord a été fermée à la suite d'un incendie criminel allumé dans une poubelle à l'extérieur.

Une partie du toit extérieur a été affectée de même qu'une fenêtre qui a éclaté, faisant entrer de la fumée à l'intérieur de l'école.

À la lumière des derniers tests sur la qualité de l'air, la direction a décidé de prolonger la fermeture de l'école.

À la suite de vérifications nécessaires, nous venons d'être informés que la qualité de l'air de l'école secondaire Charles-Gravel ne correspond pas aux normes requises afin d'accueillir notre clientèle demain, a-t-il été écrit sur la page Facebook du centre de services.

Dans un premier temps, le retour en classe avait été annoncé en début d'après-midi lundi.

Les cours pour l'école secondaire Charles-Gravel, l'école primaire La Carrière et pour le pavillon Le Passage

resteront suspendus jusqu'à nouvel ordre, a-t-il été également inscrit.

Les enfants qui fréquentent l'école primaire La Carrière ont été déplacés il y a quelque temps dans l'école Charles-Gravel en raison de travaux, ce qui explique pourquoi ils sont aussi concernés par cet incendie.

Il n'est pas possible pour le moment de chiffrer les dégâts.

C'est difficile à évaluer pour l'instant parce que comme je vous dis il y a des bris matériels, mais il y a aussi toute l'aération de la bâtisse qui a dû être faite par des professionnels du nettoyage, donc on n'a pas des factures finales à ce moment-ci, a expliqué la porte-parole du centre de services, Louise Noël.

Avec les informations de Michel Gaudreau

ICI  RADIO-CANADA

Vandalisme : l'École de Carillon, à Sherbrooke, annule ses cours pour mardi

RADIO-CANADA

En raison d'actes de vandalisme survenus à l'intérieur de l'établissement un peu avant minuit dimanche et qui ont causé des « dégâts importants », les cours de l'École primaire de Carillon seront également annulés mardi.

Le 23 avril sera une journée pédagogique pour les élèves et le personnel de l'école de Carillon. Les parents dont les enfants qui fréquentent habituellement le service de garde (par exemple, lors d'une journée de tempête) pourront les reconduire à l'école et défrayer les frais de garde, comme à l'habitude, précise le secrétaire général et directeur des communications du CSSRS, Donald Landry, dans un courriel à Radio-Canada.

Il ajoute que des experts ont fini le nettoyage du service de garde.

Le gymnase sera également accessible pour le service de garde et des services sanitaires (toilettes) seront disponibles en quantité suffisante pour les élèves.

- Donald Landry, secrétaire général et directeur des communications du CSSRS

Il n'y aura toutefois pas de transport scolaire ni de brigadiers.

Rappelons que l'école avait déjà été fermée lundi, alors que des entreprises externes étaient à l'œuvre pour effectuer le ménage. Ce n'est pas quelque chose qui est très majeur comme problème, il reste que ça prend du temps. Il va y avoir des équipes et du bruit. On n'est pas dans des conditions pour accueillir les élèves et les employés aujourd'hui, avait expliqué Donald Landry.

Une enquête du Service de police de Sherbrooke est ouverte dans ce dossier.

Les parents sont invités à consulter leurs courriels mardi en fin de journée pour savoir si les cours pourront reprendre mercredi.

Violence dans les écoles : le ministre Drainville veut entendre les intervenants

Pierre-Alexandre Bolduc

Le ministre de l'Éducation du Québec organise un « grand colloque » sur la prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles auquel sont conviées quelque 300 personnes, le 24 mai prochain, à Québec.

Bernard Drainville veut ainsi mobiliser, dans une même salle, des intervenants du milieu et du terrain pour en arriver à des pistes de solutions en vue d'implanter de nouvelles pratiques pour combattre ce fléau de plus en plus présent au Québec.

Des membres du personnel scolaire ainsi que des représentants des directions d'écoles, des 72 centres de services scolaires, des centrales syndicales et des organismes communautaires doivent prendre part à ce colloque. La ministre de la Famille, Suzanne Roy, sera aussi présente.

Pendant une journée complète, le ministre Drainville entendra ainsi les témoignages, les opinions et les suggestions de ces intervenants pour ensuite améliorer son plan de lutte contre la violence et l'intimidation.

Comme père de famille et comme ministre de l'Éducation, la montée des événements de violence dans nos écoles me préoccupe beaucoup.

Une citation de Bernard Drainville, ministre de l'Éducation du QuébecLe ministre souhaite aborder trois grands sujets lors de cette journée : la prévention, l'intervention et les sanctions à appliquer lorsque des cas de violence ou d'intimidation se produisent dans les écoles.

Le 27 octobre dernier, le ministre de l'Éducation présentait son plan pour combattre la violence dans les écoles, doté d'un budget d'environ 30 millions de dollars sur cinq ans.

Des intervenants du milieu scolaire soutenaient après l'annonce qu'un certain flou persistait autour de la stratégie proposée. Certaines centrales syndicales affirmaient qu'il [fallait] en faire plus et déploraient que le milieu n'ait pas été consulté en amont.

Bernard Drainville s'était engagé, en ce sens, à tenir un événement comme celui qui aura lieu le 24 mai prochain.

Cette journée est une occasion unique de réunir les gens du terrain et de discuter des meilleures pratiques qui pourraient nous permettre de mieux lutter contre la violence et l'intimidation dans les écoles, explique le ministre de l'Éducation.

L'année dernière, des centres de services scolaires du Québec ont déclaré deux fois plus de gestes violents qu'en 2018-2019, soit avant la pandémie.

C'est un sujet important qui mérite toute notre attention. On veut que ce soit tolérance zéro, soutient le ministre Drainville.

Déclin du français: ça se passe en anglais dans nos écoles aussi

Daphnée Dion-Viens

Au Québec, l'anglais se fait de plus en plus entendre dans les corridors de certaines écoles secondaires francophones et même en classe, ce qui force des enseignants préoccupés par la situation à sévir.

• À lire aussi: [Le français boudé dans des écoles: «C'est juste "inconvenient" pour moi»](#)

«C'est sans arrêt», laisse tomber Valérie Trolliet, qui enseigne l'histoire à l'école secondaire de la Cité-des-Jeunes, à Vaudreuil-Dorion.

Le Journal révèle depuis samedi à quel point le français est en péril à l'extérieur du Québec, alors que des francophones ont du mal à vivre dans leur langue, notamment dans les écoles.

Or, il s'agit d'une réalité aussi présente dans des écoles secondaires québécoises, à Montréal, mais aussi dans des établissements de Vaudreuil-Dorion, à l'extérieur de la métropole.

«C'est nouveau depuis environ deux ans, je dirais, poursuit M^{me} Trolliet. Depuis qu'on est revenu à l'école à temps plein, après la COVID, nos élèves passent maintenant le seuil de notre porte et s'expriment en anglais, dans la classe. On essaie de contrer ça, mais c'est très, très difficile. Je n'y arrive pas».

Un élève francophone de quatrième secondaire, qui a demandé l'anonymat, dénonce aussi la situation. «Quand j'étais en secondaire un, il n'y avait quasiment pas d'anglais, mais là, c'est de pire en pire. Dans tous mes cours, ça parle en anglais. Et dans les corridors, il y a du monde qui vient te parler juste en anglais, comme si c'était normal. La plupart, ce sont des immigrants, mais il y a beaucoup, beaucoup de francophones qui parlent anglais entre eux, pour le fun», constate-t-il.

Avec la hausse de l'immigration dans cette région, les services en francisation sont nettement insuffisants, ce qui rend la situation encore plus préoccupante, dénonce M^{me} Trolliet (voir autre texte plus bas).

- Écoutez la rencontre Dutrizac – Dumont via [QUB](#) :

L'anglais gagne du terrain

De passage dans cette école pendant l'heure du dîner la semaine dernière, Le Journal a pu constater que l'anglais se fait entendre dès qu'on y met les pieds: entre les rangées de casiers, dans les corridors, près des salles de bain, autour de la table de billard.

Plusieurs élèves nous ont indiqué qu'ils se font souvent avertir lorsqu'ils parlent anglais, sans trop comprendre pourquoi (voir autre texte).

Or, pour bien maîtriser une langue, il faut la manier régulièrement, souligne Véronique Goyette, qui enseigne le français à la nouvelle école secondaire des Échos, qui a ouvert ses portes à la rentrée à

Vaudreuil-Dorion.

«Nos élèves parlent de plus en plus souvent anglais et je constate que même nos jeunes francophones ont de la difficulté avec les structures de phrase en français. Ils ne consomment pas non plus de culture en français et ne l'entendent pas assez souvent, donc il y a une perte», affirme-t-elle.

Dans certains groupes, tous les élèves se parlent entre eux in english, affirme une autre enseignante de la même école, qui a toutefois refusé d'être identifiée.

«C'est vraiment un problème, mais c'est délicat, on dirait qu'il n'y a pas de solution», laisse-t-elle tomber.

Sévir contre l'anglais en classe

Lasse d'intervenir auprès des élèves qui parlent en anglais dans ses cours de français, Véronique Goyette a commencé à les pénaliser, en leur enlevant des points dans leur note en communication orale, qui apparaît au bulletin.

Des enseignants de français de l'école secondaire de la Cité-des-Jeunes ont aussi décidé de sévir en classe pour contrer l'anglais, ont rapporté des élèves.

«Je me suis dit qu'il était temps de sortir le bâton. Maintenant, ils font plus attention à cause de ça», raconte M^{me} Goyette.

«Je leur dis souvent: "mais si vous ne parlez pas français dans mon cours de français, quand allez-vous parler français alors?"»

Des services de francisation «insuffisants» dans des écoles de Vaudreuil-Dorion

Des élèves issus de l'immigration fréquentant une école secondaire flambant neuve à Vaudreuil-Dorion n'ont droit qu'à une période de francisation aux trois jours, un service «complètement insuffisant» qui contribue à l'anglicisation de leur école, déplorent des enseignants.

L'école secondaire des Échos a ouvert ses portes à la rentrée sans aucun service de francisation, en raison de «défis de recrutement», indique le Centre de services scolaire des Trois-Lacs.

Depuis la mi-novembre, des périodes de francisation sont maintenant offertes à une quarantaine d'élèves, à raison de deux à trois périodes sur un cycle de neuf jours pour la majorité d'entre eux. Ce sont des membres du personnel déjà en place qui s'en occupent, en surplus de leur tâche déjà complète, indique le Syndicat de l'enseignement des Seigneuries (SES).

Or, c'est loin d'être suffisant pour permettre à ces élèves d'apprendre le français, surtout dans une école où l'anglais est couramment parlé dans les corridors et en classe, affirment des enseignants.

La présidente du SES, Martine Dumas, réclame plutôt l'ouverture de classes d'accueil en bonne et due forme, où les élèves peuvent apprendre le français à temps plein avant d'être intégrés dans les cours réguliers. Il s'agit d'un modèle qui a fait ses preuves depuis des années au Centre de services scolaire de Montréal.

«On a un fort taux d'immigration dans la région, le portrait démographique a beaucoup changé. Les besoins augmentent d'année en année, mais les services n'ont pas suivi», déplore M^{me} Dumas.

Deux classes ajoutées

À l'école secondaire de la Cité-des-Jeunes, des élèves ont plutôt droit à huit périodes de francisation sur un cycle de neuf jours, mais même avec cette formule, les progrès demeurent lents, affirment des enseignants qui estiment que le manque de services en francisation contribue à l'anglicisation de leur école.

De son côté, le Centre de services scolaire des Trois-Lacs indique que deux classes d'accueil ont été ouvertes cette année dans une autre école secondaire, à Pincourt, sous forme de projet-pilote.

«Compte tenu des impacts positifs de ces deux classes, nous évaluons actuellement la possibilité de mettre en place ce modèle dans d'autres écoles secondaires de notre centre de services», affirme sa porte-parole, Alexandra Desrochers.

Depuis neuf ans, le nombre d'élèves issus de l'immigration a pratiquement doublé dans ce centre de services scolaire.

Le français boudé dans des écoles: «C'est juste "inconvenient" pour moi»

Daphnée Dion-Viens

Des élèves de Vaudreuil-Dorion ne voient pas la nécessité de parler français entre les murs de leur école secondaire francophone. «Nous empêcher de parler la langue qu'on veut, c'est comme si tu nous empêchais de nous exprimer comme on veut. Si on veut parler anglais, ça change quoi?»

• À lire aussi: [L'anglais difficile à contrer dans des écoles secondaires francophones au Québec](#)

Parmi les jeunes rencontrés par Le Journal à l'extérieur de l'école secondaire de la Cité-des-Jeunes la semaine dernière, plusieurs ont affirmé comprendre pourquoi leurs profs exigeaient qu'ils parlent français dans leur cours de français.

Mais, dans les autres matières ou dans les corridors et à la cafétéria, ils ne voient pas l'intérêt. Plusieurs sont tannés de se faire avertir.

«À l'extérieur des classes, ça gosse vraiment», lance Zack, un élève de cinquième secondaire.

Le français est sa langue maternelle, mais il parle en anglais avec ses amis parce que c'est la langue qui rejoint tout le monde, dit-il.

Pour d'autres, il est tout simplement «plus facile» de parler anglais parce qu'il y a moins d'accords avec les adjectifs et de conjugaison à faire, un avis partagé par des élèves qui ont appris le français ici, mais aussi par des jeunes dont le français est la langue maternelle.

«C'est juste inconvenient pour moi [de parler français], je suis plus habitué à l'anglais», lance un élève francophone de cinquième secondaire, qui parle en anglais parfois même à la maison, avec ses parents, dont le français est la langue maternelle.

Il fréquentera un cégep anglophone l'automne prochain, mais il admet qu'il aurait plus de facilité en français à l'école s'il le pratiquait plus souvent.

D'autres jeunes ne comprennent pas pourquoi ils se font avertir à l'école uniquement lorsqu'ils parlent en anglais, et non s'ils parlent arabe, russe ou espagnol.

«Pourquoi c'est correct de parler d'autres langues mais ce n'est pas correct de parler en anglais? C'est juste des langues», lance une élève de quatrième secondaire.

Écoutez la rencontre Dutrizac – Dumont via [QUB](#) :

Née au Québec, plus à l'aise en anglais

Zada, une élève de 16 ans d'origine asiatique qui est née ici, reconnaît quant à elle que sa maîtrise du français s'effrite, malgré tout son parcours dans le réseau scolaire francophone.

«Je ne suis pas entourée de gens qui parlent en français, donc mon français diminue. Je suis limitée maintenant dans ce que je peux dire en français, ça paraît vraiment que ce n'est pas ma langue maternelle. Il y a des mots que j'ai perdus parce que je ne pratique pas assez souvent le français», affirme-t-elle.

«Je comprends que le Québec est une province francophone et je veux y contribuer, mais en même temps je sais que personnellement, j'aurais vraiment de la difficulté à fréquenter un cégep francophone, avec toutes les exigences concernant la langue», ajoute-t-elle.

Pour une autre élève francophone qui n'a pas voulu être identifiée, la langue de Taylor Swift est tout simplement devenue un incontournable.

«C'est un peu ridicule de nous empêcher de parler en anglais [à l'école], la plupart d'internet est tout en anglais, de toute façon, lance-t-elle. Et si tu ne connais pas l'anglais, surtout au Québec, tu es fait. Tu ne pourras pas avancer.»

Le français en déclin à Vaudreuil-Dorion

L'anglais prend du galon dans les écoles de Vaudreuil-Dorion, mais aussi dans la population en général. La proportion d'habitants de cette municipalité qui ne parlent que l'anglais est en hausse, alors que celle d'habitants qui ne parlent que le français est en baisse, selon les plus récents chiffres de Statistique Canada.

Cette réalité se reflète au quotidien dans les commerces et les restaurants, où l'anglais est couramment parlé. Il est aussi parfois difficile de se faire servir en français dans certains restaurants, a constaté Le Journal lors de son passage de la semaine dernière.

D'ailleurs, une chaîne de restaurant a pris la peine d'indiquer, sur une affiche placée dans la porte d'entrée, qu'il est possible de se faire servir en français dans ce commerce.

Daphnee Dion-Viens

Un enjeu bien réel

Le maire, Guy Pilon, reconnaît que l'anglicisation de la municipalité est un enjeu qui s'est accentué au fil des ans avec l'accroissement de sa population, qui a doublé depuis une vingtaine d'années.

«Vaudreuil-Dorion, depuis des années, c'est une extension du West Island, ç'a débordé l'autre bord du pont, affirme-t-il. De ce que je vois, ce sont des anglophones du Québec qui n'ont jamais eu à parler français. Je comprends que les gens peuvent parler anglais, mais ce que je n'accepte pas, c'est quand je vois des jeunes qui sont incapables de parler français un minimum.»

«Il y a deux endroits où je ne vais plus parce qu'on n'est pas capable de se faire servir en français, poursuit-il. C'est aussi à nous, comme client, de dire: "OK, je y vais plus".»

Connaissance des langues officielles à Vaudreuil-Dorion

De 2016 à 2021

Proportion d'habitants qui ne parlent que l'anglais: de 10,1% à 13,5%

Proportion d'habitants qui ne parlent que le français: de 23,6% à 19,0%

Proportion d'habitants qui parlent le français et l'anglais: de 65,4% à 66,1%

Proportion d'habitants qui ne parlent ni l'anglais ni le français: de 1% à 1,4%

Source: Statistique Canada

Tisser des ponts entre nations avec l'art de la rue

Par Guillaume Roy, Initiative de journalisme local

Plus d'une centaine de jeunes des écoles primaires de Mashteuiatsh et de Saint-Prime ont réalisé un projet artistique commun mettant en vedette le hip-hop et les graffitis. En plus de découvrir une nouvelle forme d'art, ce projet a permis de tisser des ponts entre les nations.

«C'est vraiment le fun de faire des nouvelles rencontres», mentionne Léanne Cleary, une élève de 6e année de l'école Amishk à Mashteuiatsh, ajoutant qu'elle a aimé créer une affiche et de monter sur la scène... même si c'était gênant au début.

Leila Launière, sa comparse de 6e année, a pour sa part apprécié créer un projet artistique tout en rencontrant des amies de Saint-Prime.

Depuis 5 ans, plus de 500 jeunes du primaire et du secondaire ont participé au projet Accords Pekuakamiulnuatsh, réalisé par la corporation du Bedeau, l'organisme qui organise les spectacles au Vieux-Couvent de Saint-Prime.

Chaque année, les organisateurs font découvrir une nouvelle forme d'art aux jeunes, mentionne Marie-Ève Guy, la directrice générale de la corporation du Bedeau. Après la musique électroacoustique, le théâtre, la danse, la chanson et les métiers d'arts, les jeunes ont pu découvrir l'art du hip-hop et du graffiti cette année.

«C'est un projet de partage des cultures entre autochtones et allochtones, mais c'est aussi un projet qui permet d'explorer différentes formes artistiques», remarque Émilie Desmeules, la coordonnatrice du projet cette année, espérant «décoller» des passions chez certains jeunes au passage.

«Pendant le projet, on a vu des élèves motivés et curieux, qui avaient le goût d'essayer», a remarqué Cynthia-Anne Martel, enseignante en 6e année à l'école Jeanne-Mance.

«Quand j'assiste à un spectacle comme ça, le premier mot qui me vient en tête c'est «Ashineun», qui veut dire fierté, la fierté de ce que vous avez fait, de qui vous êtes et la fierté d'avoir partagé ensemble notre culture», a pour

sa part commenté la directrice de l'école Amishk, Caroline Launière.

L'art du graffiti et du hip-hop

«Cette année, on a misé sur le street art, avec des artistes de hip-hop, en produisant un décor inspiré de l'art du graffiti et de la murale», ajoute-t-elle.

Designer de vêtement, artiste du textile et formatrice pour le volet graffiti, Émilie Desmeules animer des ateliers conjoints menés avec des jeunes de 5e et 6e année des écoles primaires Amishk, de Mashteuiatsh, et Jeanne-Mance, de Saint-Prime.

«On leur a lancé le défi de faire une réflexion sur leur identité», explique-t-elle. Les jeunes ayant des intérêts communs de deux écoles ont été jumelés, pour qu'ils créent, ensemble, une affiche de style graffiti, en y inscrivant le mot décrivant le mieux leur passion. «Les affiches des jeunes ont servi à monter le décor sur la scène», souligne Émilie Desmeules.

D'autres artistes ont par la suite travaillé avec les jeunes sur le volet de création hip-hop. D'une part, Evan Launière, un écrivain et conteur innu, a présenté un atelier sur l'écriture créative. Chris Nab, un rappeur anglophone de la communauté Naskapi de Kawawachikamach a aussi travaillé avec les jeunes pour les aider à créer des beats de hip-hop, en collaboration avec son collègue Francis Dissalvio. La présence d'un artiste anglophone était une rare occasion pour les jeunes de discuter en anglais, ce qui ajoutait une touche éducative au projet, remarque Émilie Desmeules, précisant que Francis Dissalvio s'occupait de la traduction lorsque nécessaire. La rappeuse Sensei H a pour sa part livré un atelier sur l'art de la performance, en créant une chanson avec les phrases des jeunes, pour compléter le tableau d'exercices offerts.

Tout le travail a mené à la présentation de deux prestations des jeunes devant le public présenté le 12 avril dernier, suivi de courts spectacles offerts par Chris

Nab et Sensei H. Pour plusieurs jeunes, c'était la première fois qu'ils assistaient à un spectacle de hip-hop.

Besoin enfin répondu à Lauzon

Erick Deschenes



Sur la première photo : Élus, directrice générale du CSSDN et responsables de l'École du Ruisseau ont coupé le traditionnel ruban rouge, en compagnie de plusieurs élèves de l'établissement. Photos : Erick Deschênes

C'est notamment en présence du ministre de l'Éducation et député provincial du secteur, Bernard Drainville, que la partie agrandie de l'École du Ruisseau a officiellement été inaugurée, le 22 avril. Grâce à la concrétisation de ce projet, 192 élèves de plus pourront être accueillis dans les murs de l'établissement situé le long de la rue Saint-Joseph, dans le secteur Lauzon.

Lancés en juillet 2022, les travaux de construction de la nouvelle partie complétés dernièrement ont pu être réalisés grâce à un investissement de plus de 17,2 M\$ du gouvernement du Québec. Le chantier a permis de pratiquement doubler la superficie de l'école. L'agrandissement était nécessaire en raison de l'augmentation de la population d'âge primaire dans l'est de Lauzon, notamment avec la création du nouveau quartier résidentiel situé à l'ouest de la route Lallemand.

Concrètement, les travaux ont permis l'ajout de huit classes, d'une salle polyvalente, d'une classe extérieure, d'espaces collaboratifs, d'une agora, d'un mini-mur d'escalade ainsi que d'un gymnase double à l'École du Ruisseau. Quant à l'ancien gymnase, il a désormais de nouveaux usages, accueillant un local de motricité, une salle pour le personnel et différents locaux professionnels.

Notons que comme l'exige la politique du 1 %, la partie agrandie accueille aussi une œuvre créée par Ludovic Boney. Avec Tous ensemble, l'artiste a conçu une œuvre rappelant notamment «les facteurs fondamentaux qui entrent en jeu dans une organisation scolaire et qui assurent un tout cohérent».

«Donner le goût de venir à l'école»

En plus de répondre aux besoins créés par l'augmentation de la clientèle d'âge primaire, les responsables présents lors de l'annonce étaient bien heureux que la partie agrandie de l'École du

Ruisseau mise sur de nouvelles tendances pédagogiques pour aider les élèves de l'établissement de Lauzon à réussir.

«L'agrandissement de l'École du Ruisseau comprend des innovations qui inspirent déjà l'équipe-école. On pense à la classe extérieure couverte et protégée des intempéries, aux espaces collaboratifs, à l'immense gymnase, au charmant petit mur d'escalade et à l'agora colorée, confortable et baignée de lumière naturelle, qui ont été très vite adoptés», a souligné Suzie Lucas, directrice générale du Centre de services scolaire des Navigateurs (CSSDN), sur les nouveaux locaux dans lesquels les élèves ont emménagé le 22 avril même.

«On investit dans les infrastructures scolaires pour pouvoir donner à nos élèves et notre personnel scolaire pour donner des environnements qui sont stimulants, où on a le goût d'être, où l'on est bien. La recherche est très claire là-dessus, c'est évident que de se retrouver dans de nouveaux locaux, c'est stimulant autant pour les élèves que le personnel. Je me réjouis qu'on puisse faire une annonce comme celle là aujourd'hui, et particulièrement fier de le faire comme député de Lévis», a renchéri Bernard Drainville.

Bientôt une autre bonne nouvelle?

Dans un autre ordre d'idées, la directrice générale du CSSDN a profité de la présence du ministre de l'Éducation à l'annonce pour lui rappeler que son organisation attendait des nouvelles pour la construction de nouvelles écoles ou l'agrandissement d'établissements sur son territoire.

Interrogé par les journalistes après l'annonce sur l'avancement de l'analyse de ces dossiers, Bernard Drainville a parlé en grande partie du projet de nouvelle école dans le quartier Lévis. Le ministre caquiste a une nouvelle fois indiqué que la question du terrain devait être réglée afin que le projet aille de l'avant.

«La priorisation des projets, ce n'est pas moi qui fais ça, mais une équipe au ministère. On a beaucoup plus de demandes que de sous disponibles. Dans le budget de l'année dernière, le projet de nouvelle école à Lévis a été priorisé. Je suis en lien avec la Ville pour trouver un terrain. On a identifié un terrain et on est en discussions actuellement avec le propriétaire pour en venir à une entente, pour lancer les travaux le plus tôt possible pour construire cette nouvelle école primaire dans le quartier Lévis», a déclaré le député de Lévis.

Pour sa part, le maire de Lévis, Gilles Lehouillier, a affirmé, en marge du conseil municipal du 22 que «le projet va bon train et que la Ville a trouvé le terrain qu'on pense idéal». Il a ajouté qu'un autre projet d'école pourrait voir le jour à l'ouest de la ville, une réunion à ce sujet avec le CSSDN devant se dérouler le 26 avril.

Rencontre sur la violence et de l'intimidation dans les écoles

Erick Deschenes

Comme promis lors de la présentation du Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles en octobre dernier, le ministre de l'Éducation et député de Lévis, Bernard Drainville, a annoncé, le 22 avril, la tenue d'une journée de mobilisation sur cette problématique le 24 mai prochain à Québec.

Lors de cette activité, Québec veut entendre les personnes qui travaillent auprès des élèves au quotidien quant aux meilleures interventions sur le terrain et à leur application. L'événement servira également à faire le point sur les situations de violence dans les écoles.

Trois sujets seront à l'ordre du jour : la prévention, l'intervention et les sanctions lorsqu'il se produit des cas de violence ou d'intimidation dans les écoles.

Quelques centaines de personnes prendront part à la rencontre, soit des membres des centres de services scolaires, des directions d'école ainsi que des représentants des comités de parents, d'organismes communautaires et des centrales syndicales. Le ministre de l'Éducation sera présent toute la journée et participera aux échanges avec les acteurs du terrain. La ministre de la Famille, Suzanne Roy, y participera également.

«Comme père de famille et comme ministre de l'Éducation, je suis préoccupé par chaque situation de violence et d'intimidation vécue dans nos écoles. Cette journée est une occasion unique de réunir les gens du terrain et de discuter des meilleures pratiques qui pourraient nous permettre de mieux lutter contre la violence et l'intimidation dans les écoles. C'est un sujet important qui mérite toute notre attention. On veut que ce soit tolérance zéro», a conclu M. Drainville.

Jour de la Terre | Le CSS des Appalaches inaugure une œuvre d'art géante

Alain Faucher



Crédit photo: Alain Faucher - Monthetford.com

Le Centre de services scolaire des Appalaches a inauguré une œuvre d'art géante dans le cadre du Jour de la Terre.

Le projet a été réalisé par l'artiste France-Anne Blanchet et met en vedette plus de 400 élèves, une vingtaine de chaque école. L'œuvre est intitulée «Un arbre pour la Terre» et se veut une sculpture constituée d'un arbre métallique d'une hauteur de 12 pieds.

Les élèves ont fabriqué chacune des feuilles à l'effigie de leur animal totem, reliées entre elles par 20 branches, soit une par école primaire. France-Anne Blanchet précise...

L'œuvre a été installée en devanture de l'école Saint-Gabriel à Thetford Mines.

L'école Marie-Victorin de Brossard est modernisée



Photo: Courtoisie



Henri-Paul Raymond - FM103,3

Le Centre de services scolaire Marie-Victorin (CSS Marie-Victorin) a inauguré vendredi l'extension de l'école Marie-Victorin à Brossard.

L'aboutissement du projet comprend une nouvelle aile de deux étages.

L'expansion, qui coûte plus de 29 millions de dollars, financée par le gouvernement du Québec, ajoute 16 classes à l'école, portant le total à 33.

L'établissement comprend aussi un gymnase double et divers espaces polyvalents pour stimuler un environnement éducatif moderne et adapté.

Cette expansion vient renforcer la mission du CSSMV de favoriser la réussite scolaire à travers des infrastructures de qualité.

Le design offre plus de lumière et de polyvalence, contribuant à un environnement propice à l'apprentissage.

L'événement a vu la participation de dignitaires, dont la députée de Laporte, Isabelle Poulet, et la mairesse de Brossard, Doreen Assaad.

Journal Haute Côte-Nord

Québec tiendra sa journée de mobilisation sur l'intimidation dans les écoles en mai

Par La Presse Canadienne

Le ministre québécois de l'Éducation, Bernard Drainville, prend la parole à l'ouverture d'une commission parlementaire le mardi 30 janvier 2024 à Québec. La journée de mobilisation sur la violence dans les écoles, promise par M. Drainville l'automne dernier, aura lieu en mai. LA PRESSE CANADIENNE/Jacques Boissinot

La prévention, l'intervention et les sanctions seront les trois axes qui seront à l'ordre du jour lors de la journée de mobilisation sur l'intimidation et la violence dans les écoles, qui aura lieu le 24 mai à Québec.

La tenue de cette journée, dont la date a été confirmée lundi, avait été promise l'automne dernier par le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, lorsqu'il a présenté son Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles.

Dans un communiqué, le ministère de l'Éducation a précisé que cette journée sera l'occasion «d'entendre les personnes qui travaillent auprès des élèves au quotidien afin de faire vivre le plan de lutte contre l'intimidation et la violence dans les écoles».

Elle permettra aussi de «faire le point sur les situations de violence dans les écoles, dont certaines ont été médiatisées ces derniers mois», a-t-on ajouté.

Selon le ministère, une centaine de personnes ont été invitées à participer à l'événement qui se tiendra à Québec. Il s'agit notamment de membres des centres de services scolaires, des directions d'école et des comités de parents.

Des organismes communautaires et des centrales syndicales ont aussi reçu des cartons d'invitation, a-t-on fait savoir.

«Les participants auront l'occasion de témoigner de ce qu'ils vivent sur le terrain, sans filtre, avec des collègues de partout au Québec et d'échanger collectivement quant aux meilleures interventions sur le terrain et à leur application», a souligné le ministère de l'Éducation.

En octobre dernier, M. Drainville a présenté son Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles dans la foulée de plusieurs événements violents qui avaient été rapportés dans les médias.

Décliné en quatre axes — documenter, former, soutenir et sensibiliser —, le document était accompagné d'une enveloppe de 30 millions \$ sur cinq ans.

En plus de la journée de mobilisation, le plan prévoit aussi une semaine sur la prévention de la violence, qui doit avoir lieu au courant de l'année 2024-2025.

Un agrandissement fort bienvenu pour une école de Brossard

Par Michel Hersir



La nouvelle aile de l'école Marie-Victorin, à Brossard. (Photo: Le Courrier du Sud – Michel Hersir)

Depuis l'automne dernier, les élèves de l'école Marie-Victorin à Brossard peuvent profiter d'une toute nouvelle aile. Celle-ci a permis à l'établissement d'accueillir de 200 à 250 nouveaux élèves. Le Courrier de Sud a pu visiter les lieux à l'occasion de l'inauguration le 19 avril.

Dès l'entrée dans le bâtiment, on peut comprendre l'enthousiasme de la directrice Annick Houle. La journée n'est pas particulièrement ensoleillée, mais l'espace est lumineux. Au rez-de-chaussée, deux grandes fenêtres donnent une vue sur le nouveau gymnase double, tandis qu'on aperçoit les jeunes s'amuser à l'extérieur sur un terrain de soccer synthétique récemment aménagé.

«On est très heureux, les élèves sont très heureux, les infrastructures sont merveilleuses», souligne Mme Houle, visiblement fière de sa nouvelle école Marie-Victorin.

Pour ce projet de 29 M\$, douze nouvelles classes ont été ajoutées, dont quatre de niveau préscolaire, ainsi qu'une magnifique bibliothèque, des salles à usages multiples et ledit gymnase, notamment.

La cour d'école a été également été «rafraîchie» – on y retrouve entre autres une classe extérieure avec un arbre au centre – et des améliorations ont été apportées à la partie plus vieille de l'école, comme l'ajout d'une ventilation mécanique.

Conception

Si chaque nouvelle construction fait l'objet d'une conception unique, c'est également le cas pour les agrandissements, explique Marc-André Petit, directeur adjoint du Centre de services scolaire Marie-Victorin.

«Ce qu'il faut savoir, c'est que chaque ajout d'espace doit répondre aux besoins de sa communauté et chaque communauté est différente», mentionne-t-il.

Quelles étaient les besoins pour cette communauté?

«On avait un besoin grandissant pour des places assises. Il y avait aussi des besoins pour des espaces polyvalents, une bibliothèque, des plateaux sportifs. Le rajeunissement de la cour d'école va également servir à la population avoisinante», informe Bianca Néron-Gagné, chargée de projet.

«Un terrain de soccer synthétique, un gymnase double, une classe extérieure, ce sont de beaux ajouts qui ne sont pas nécessairement dans tous les projets», ajoute Christian Couloume, directeur du Développement des infrastructures scolaires.

M. Petit note en outre que la cour d'école devenait «une piscine facilement» autrefois, un problème de rétention aujourd'hui réglé, assure-t-il.

Intégration des nouveaux élèves

L'agrandissement de l'école avait été rendu nécessaire avec le nombre croissant d'élèves dans le secteur. Un redécoupage a été réalisé en conséquence, ce qui n'avait pas plu à certains parents d'une partie du quartier Prévillle à Saint-Lambert, dont les enfants doivent maintenant aller à l'école à Brossard.

La directrice assure cependant que les élèves ont été bien intégrés dans leur nouvelle école.

«On a pris la peine de mettre les enfants de Prévillle avec d'autres enfants de Prévillle pour s'assurer qu'ils connaissent quand même des amis. Ça s'est fait tout doucement, on n'a pas eu de commentaires négatifs du tout», soutient-elle.

Quatre projets finalistes pour le CSSVT au Défi OSEntreprendre



Courtoisie CSSVT - Dans la catégorie Primaire – 2e cycle (3e et 4e année), les grands honneurs reviennent au projet Collecte de sang! de l'école Frédéric-Girard située à Salaberry-de-Valleyfield

Par Marie-Claude Pilon, Journaliste

Le Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands a dévoilé ce lundi 22 avril les lauréats locaux du Défi OSEntreprendre dont le volet scolaire vise à faire rayonner l'esprit d'entreprendre des élèves des établissements scolaires.

Au cours des dernières semaines, un jury, composé de différents membres du CSSVT et du *Carrefour Jeunesse emploi Beauharnois-Salaberry*, a procédé à l'analyse des différents projets déposés dans le cadre de cette 26e édition du *Défi OSEntreprendre*. Parmi les neuf dossiers de candidatures reçus, quatre ont été retenus pour passer à l'étape suivante : la finale régionale du *Défi OSEntreprendre*.

Dans la catégorie *Primaire – 2e cycle (3e et 4e année)*, les grands honneurs reviennent au projet Collecte de sang! de l'école Frédéric-Girard située à Salaberry-de-Valleyfield. Dans le but de collaborer avec la communauté et les parents, l'idée d'élaborer une collecte de sang s'avérait être un projet formateur et rassembleur pour les élèves de l'école. En équipe, les enfants ont collaboré pour tenir différents rôles lors d'une collecte de sang qui s'est déroulée le 22 février dernier.

Grâce à la participation d'Héma-Québec, les élèves ont pu bénéficier d'un atelier en classe sur la raison d'être et le fonctionnement d'une collecte de sang. Les informations transmises et la réalisation de cet événement ont permis aux participants de développer leurs qualités entrepreneuriales et leur empathie face au don de soi.

Dans la catégorie *Primaire – 3e cycle (5e et 6e année)*, c'est le projet Sacs magiques de l'école Notre-Dame-de-la-Paix de Beauharnois qui a été sélectionné pour représenter le CSSVT à la finale régionale du Défi OSEntreprendre. Pour réinvestir les apprentissages de l'année précédente, les

enseignantes, Marilynne Prévost et Marilynne Levac, ont proposé un nouveau projet entrepreneurial aux élèves des classes GADCA : la confection de sacs magiques. Les apprentissages acquis l'année précédente, grâce à la confection de napperons, avaient permis aux enfants de planifier et d'organiser le projet, d'améliorer des notions de mathématique et de français ou encore d'apprendre les bases de la couture. Tous ces concepts ont pu être transposés au projet de confection de sacs magiques. Ensemble, sous la supervision des enseignants, les élèves ont ensuite vendu leurs sacs magiques au Marché de Noël organisé par le service de garde de l'école.

Dans la catégorie *Secondaire – 2e cycle (3e, 4e et 5e année)*, les élèves de l'école Arthur-Pigeon à Huntingdon ont su charmer le jury du Défi OSEntreprendre grâce au projet Les Jardins d'Arthur. Située en milieu rural, l'école Arthur-Pigeon souhaitait faire découvrir les métiers de la formation professionnelle reliés au monde agricole, à l'aménagement paysager et à la vente-conseil.

En prenant part à ce projet entrepreneurial, les élèves ont appris à cultiver des plants de légumes, de fines herbes et de fleurs avec soin, avant de procéder à la vente des semis et à la création d'articles de jardin. Motivés à l'idée d'utiliser une approche entrepreneuriale, les jeunes ont particulièrement apprécié l'idée de poser des actions concrètes, de voir les résultats positifs sur la communauté, et ce, tout en encourageant l'autosuffisance alimentaire.

Dans la catégorie Adaptation scolaire et éducation des adultes, le projet qui a retenu l'attention est celui des Betteraves de l'école de la Baie-Saint-François de Salaberry-de-Valleyfield. Soutenus par leur enseignante Audrey-Anne Charland, les élèves d'adaptation scolaire ont voulu partager leur talent culinaire à l'ensemble de la communauté scolaire et leur entourage. L'idée de cuisiner des betteraves, de les mettre en pots et de les vendre a animé les élèves qui désiraient trouver une recette ancestrale québécoise à réaliser.

Associés à un commerce local, les élèves ont été impliqués dans toutes les étapes du projet. Après quelques essais et quelques embûches, ils sont arrivés à un résultat final très réussi. Une fois l'étiquette choisie et la publicité enclenchée, les élèves ont pris plaisir à vendre leurs produits au personnel de l'école et au commerçant collaborant au projet.

« Le Défi OSEntreprendre met en lumière la passion, l'enthousiasme et la motivation de nos élèves! Encourager la fibre entrepreneuriale de nos élèves à travers des projets concrets permet de contribuer au développement de leur plein potentiel. Ces initiatives permettent d'acquérir de nouvelles connaissances, mais aussi de développer diverses compétences liées à leur cheminement académique. Bravo! », de souligner Suzie Vranderick, directrice générale du CSS de la Vallée-des-Tisserands.

Des diplômes de reconnaissance ont récemment été remis aux quatre finalistes locaux qui se sont démarqués par la qualité de leur projet, leur créativité et leurs valeurs. Par ailleurs, leurs projets sont présentement en lice pour la finale régionale qui se déroulera en Montérégie à la fin du mois d'avril.

Prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles : Le ministre Drainville mobilise le réseau de l'éducation

Éric Beaupré



Le ministre de l'Éducation, M. Bernard Drainville @ Crédit photo Eric Beaupré / Vingt55 Tous droits réservés.

Le ministre de l'Éducation, M. Bernard Drainville annonce la tenue d'une journée de mobilisation le 24 mai prochain à Québec et présente le Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles annoncées en octobre dernier.

L'objectif est d'entendre les personnes qui travaillent auprès des élèves au quotidien afin de faire vivre le plan de lutte contre l'intimidation et la violence dans les écoles. Ce sera également l'occasion de faire le point sur les situations de violence dans les écoles, dont certaines ont été médiatisées ces derniers mois.

Des invitations ont été transmises à quelques centaines de personnes, notamment des membres des centres de services scolaires, des directions d'école et des partenaires du réseau, dont les comités de parents, les organismes communautaires et les centrales syndicales. Trois grands sujets seront à l'ordre du jour : la prévention, l'intervention et les sanctions lorsqu'il se produit des cas de violence ou d'intimidation dans les écoles.

Les participants auront l'occasion de témoigner de ce qu'ils vivent sur le terrain, sans filtre, avec des collègues de partout au Québec et d'échanger collectivement quant aux meilleures interventions sur le terrain et à leur application.

À terme, l'objectif de cet exercice est de permettre à chaque école d'améliorer son plan de lutte contre l'intimidation et la violence ainsi que toutes les actions qui y sont rattachées. Le ministre de l'Éducation sera présent toute la journée et participera aux échanges avec les acteurs du terrain, qui

sont mobilisés pour offrir un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire à nos élèves dans les écoles. La ministre de la Famille, M^{me} Suzanne Roy, y participera également.

« Comme père de famille et comme ministre de l'Éducation, je suis préoccupé par chaque situation de violence et d'intimidation vécue dans nos écoles **mentionne le ministre de l'Éducation Bernard Drainville**. Cette journée est une occasion unique de réunir les gens du terrain et de discuter des meilleures pratiques qui pourraient nous permettre de mieux lutter contre la violence et l'intimidation dans les écoles. C'est un sujet important qui mérite toute notre attention. On veut que ce soit tolérance zéro. »

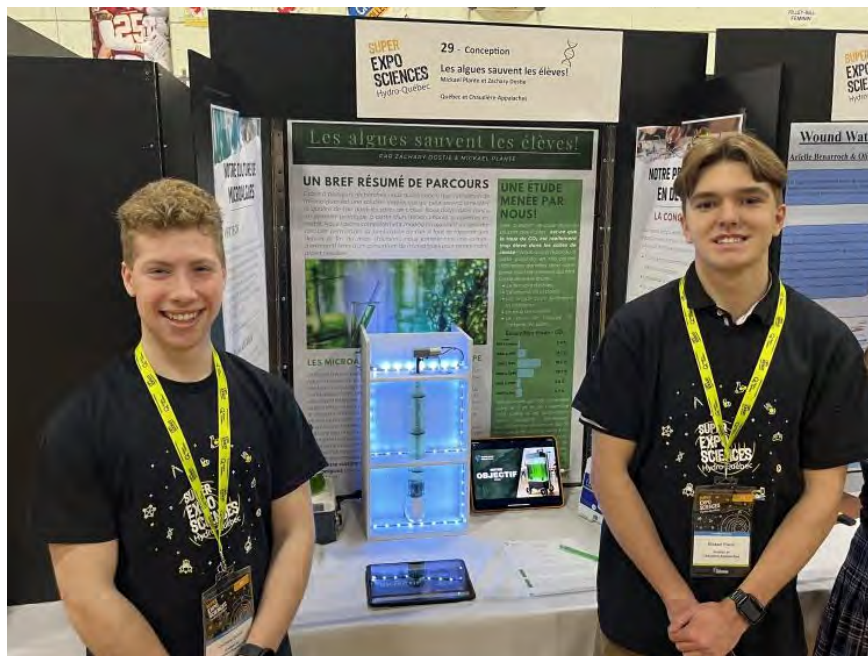
Communiqué (s)

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES APPALACHES

Une Super Expo-sciences exceptionnelle pour des jeunes de la Polyvalente de Black Lake

23 avril 2024

L'édition 2024 de la Super Expo-sciences Hydro-Québec, qui se tenait du 19 au 21 avril au Cégep du Vieux-Montréal, s'est conclue de façon extraordinaire pour les représentants de la Polyvalente de Black Lake : Cédric Boilard et Raphaël Labbé (2^e secondaire) et, plus particulièrement, pour Zachary Dostie et Mickael Plante (5^e secondaire). Ces deux finissants de PBL finissent l'aventure couronnés de prix.



Zachary Dostie, Mickael Plante (5^e secondaire)
Crédit photo : Yannick Bouffard, Polyvalente de Black Lake

Leur projet nommé *Les algues sauvent les élèves* s'est particulièrement démarqué. Assurément, la solution conçue par Zachary et Mickael au problème de CO² dans les classes a attiré l'attention parmi les projets présentés par des jeunes du secondaire et du collégial de partout au Québec. D'abord, ils ont reçu le **Prix de la Fondation Alcoa**, d'une valeur de 500 \$, pour un projet dont le sujet traite des préoccupations environnementales ou d'écoresponsabilité. Ils ont reçu également la **Bourse Relève scientifique**, ce qui signifie le paiement d'un baccalauréat, d'une maîtrise et d'un doctorat du réseau de l'Université du Québec au choix des lauréats. Enfin, ils se sont mérité la **médaille d'or dans la catégorie Senior** pour leur projet.

Le mérite de ces jeunes passionnés de sciences ne s'arrête pas là. Les deux élèves de cinquième secondaire feront partie de la délégation québécoise composée de 6 jeunes qui participeront à l'**Expo-sciences pancanadienne** qui se tiendra à Ottawa du 25 mai au 1^{er} juin 2024. Ce sera une seconde participation pour le duo.



*Cédric Boilard, Raphaël Labbé (2^e secondaire)
Crédit photo : Yannick Bouffard, Polyvalente de Black Lake*

« Ces deux jeunes sont impressionnants. Ils récoltent le fruit de la détermination dont ils ont fait preuve au cours des derniers mois. Soutenus par M. Yanick Bouffard, technicien en travaux pratiques et responsable de l'activité, ils ont cherché à se dépasser après leurs succès de l'année dernière. Ils se sont surpassés. En plus, ils ont contribué à intéresser d'autres jeunes aux sciences. Ils méritent amplement les honneurs reçus. Nous sommes très fiers d'eux », soutient le directeur, Jean-Pierre Marceau.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire des Appalaches
650, rue Lapierre
Thetford Mines Québec
Canada G6G 7P1
🌐 www.csappalaches.qc.ca



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MILLE-ÎLES

Un succès retentissant pour la première édition du Sommet des conseils d'élèves du CSSMI

23 avril 2024

Le 10 avril dernier se tenait la première édition du Sommet des conseils d'élèves du Centre de services scolaire des Mille-Îles (CSSMI). Réunissant les représentants de cinq des treize écoles secondaires pour sa première édition, ce Sommet, organisé à l'initiative des co-présidentes du Conseil des élèves de l'école secondaire Rive-Nord, se tenait dans cet établissement situé à Bois-des-Filion.



Sur la photo, on aperçoit tant les jeunes participants que les accompagnateurs des cinq écoles secondaires ayant participé au premier Sommet des conseils d'élèves du CSSMI (école secondaire d'Oka, Polyvalente Deux-Montagnes, école secondaire Jean-Jacques Rousseau, Polyvalente Ste-Thérèse et école secondaire Rive-Nord).

Ce sommet a offert un espace de partage d'idées et de pratiques visant à influencer positivement les dynamiques des conseils d'élèves. Pendant près de trois heures, les participants ont engagé des discussions enrichissantes autour de thématiques telles que les rôles des membres des conseils, leur fonctionnement, les actions favorisant le bien-être et la réussite des élèves, ainsi que les relations entre les conseils et les élèves qu'ils représentent.

Les présidents, ministres et représentants des différentes écoles ont tour à tour présenté la réalité de leur école et partagé ouvertement leur expérience au sein des conseils ou parlements étudiants.

Fortement convaincus par les résultats des échanges et l'esprit collaboratif qui a animé cette première édition, les participants ont conclu la journée en identifiant les sujets à aborder lors de la seconde édition. Ils ont également proposé des ajustements aux modalités de cette prochaine rencontre, pour laquelle ils souhaitent la participation d'un plus grand nombre de représentants des écoles secondaires.

Le CSSMI est très fier des élèves impliqués bénévolement au sein des conseils. Leur engagement et leur dévouement contribuent à faire des établissements du CSSMI des lieux d'apprentissage dynamiques et stimulants.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire des Mille-Îles

430, boulevard Arthur-Sauvé
Saint-Eustache Québec
Canada J7R 6V6
🌐 www.cssmi.qc.ca

26^e ÉDITION DU DÉFI OSENTREPRENDRE

QUATRE PROJETS FINALISTES AU CSS DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS

Beauharnois, lundi 22 avril 2024 – C’est avec une grande fierté que le Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands dévoile aujourd’hui les lauréats locaux du Défi OSEntreprendre dont le volet scolaire vise à faire rayonner l’esprit d’entreprendre des élèves des établissements scolaires.

Au cours des dernières semaines, un jury, composé de différents membres du CSSVT et du Carrefour Jeunesse emploi Beauharnois-Salaberry, a procédé à l’analyse des différents projets déposés dans le cadre de cette 26^e édition du Défi OSEntreprendre. Parmi les neuf dossiers de candidatures reçus, quatre ont été retenus pour passer à l’étape suivante : la finale régionale du Défi OSEntreprendre.

Dans la catégorie Primaire – 2^e cycle (3^e et 4^e année), les grands honneurs reviennent au projet Collecte de sang! de l’école Frédéric-Girard située à Salaberry-de-Valleyfield. Dans le but de collaborer avec la communauté et les parents, l’idée d’élaborer une collecte de sang s’avérait être un projet formateur et rassembleur pour les élèves de l’école. En équipe, les enfants ont collaboré pour tenir différents rôles lors d’une collecte de sang qui s’est déroulée le 22 février dernier.

Grâce à la participation d’Héma-Québec, les élèves ont pu bénéficier d’un atelier en classe sur la raison d’être et le fonctionnement d’une collecte de sang. Les informations transmises et la réalisation de cet événement ont permis aux participants de développer leurs qualités entrepreneuriales et leur empathie face au don de soi.

Dans la catégorie Primaire – 3^e cycle (5^e et 6^e année), c’est le projet Sacs magiques de l’école Notre-Dame-de-la-Paix de Beauharnois qui a été sélectionné pour représenter le CSSVT à la finale régionale du Défi OSEntreprendre. Pour réinvestir les apprentissages de l’année précédente, les enseignantes, Marilynne Prévost et Marilynne Levac, ont proposé un nouveau projet entrepreneurial aux élèves des classes GADCA : la confection de sacs magiques. Les apprentissages acquis l’année précédente, grâce à la confection de napperons, avaient permis aux enfants de planifier et d’organiser le projet, d’améliorer des notions de mathématique et de français ou encore d’apprendre les bases de la couture. Tous ces concepts ont pu être transposés au projet de confection de sacs magiques. Ensemble, sous la supervision des enseignants, les élèves ont ensuite vendu leurs sacs magiques au Marché de Noël organisé par le service de garde de l’école.

Dans la catégorie Secondaire – 2^e cycle (3^e, 4^e et 5^e année), les élèves de l’école Arthur-Pigeon à Huntingdon ont su charmer le jury du Défi OSEntreprendre grâce au projet Les Jardins d’Arthur. Située en milieu rural, l’école Arthur-Pigeon souhaitait faire découvrir les métiers de la formation professionnelle reliés au monde agricole, à l’aménagement paysager et à la vente-conseil. En prenant part à ce projet entrepreneurial, les élèves ont appris à cultiver des plants de légumes, de fines herbes et de fleurs avec soin, avant de procéder à la vente des semis et à la création d’articles de jardin. Motivés à l’idée d’utiliser une approche entrepreneuriale, les jeunes ont particulièrement apprécié l’idée de poser des actions concrètes, de voir les résultats positifs sur la communauté, et ce, tout en encourageant l’autosuffisance alimentaire.

Dans la catégorie Adaptation scolaire et éducation des adultes, le projet qui a retenu l'attention est celui des Betteraves de l'école de la Baie-Saint-François de Salaberry-de-Valleyfield. Soutenus par leur enseignante Audrey-Anne Charland, les élèves d'adaptation scolaire ont voulu partager leur talent culinaire à l'ensemble de la communauté scolaire et leur entourage. L'idée de cuisiner des betteraves, de les mettre en pots et de les vendre a animé les élèves qui désiraient trouver une recette ancestrale québécoise à réaliser.

Associés à un commerce local, les élèves ont été impliqués dans toutes les étapes du projet. Après quelques essais et quelques embûches, ils sont arrivés à un résultat final très réussi. Une fois l'étiquette choisie et la publicité enclenchée, les élèves ont pris plaisir à vendre leurs produits au personnel de l'école et au commerçant collaborant au projet.

« Le Défi OSEntreprendre met en lumière la passion, l'enthousiasme et la motivation de nos élèves! Encourager la fibre entrepreneuriale de nos élèves à travers des projets concrets permet de contribuer au développement de leur plein potentiel. Ces initiatives permettent d'acquérir de nouvelles connaissances, mais aussi de développer diverses compétences liées à leur cheminement académique. Bravo! », de souligner Suzie Vranderick, directrice générale du CSS de la Vallée-des-Tisserands.

Des diplômes de reconnaissance ont récemment été remis aux quatre finalistes locaux qui se sont démarqués par la qualité de leur projet, leur créativité et leurs valeurs. Par ailleurs, leurs projets sont présentement en lice pour la finale régionale qui se déroulera en Montérégie à la fin du mois d'avril.

Bon succès à nos fiers représentants des écoles du Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands! Félicitations, également, à tous les participants de la finale locale qui ont présenté des projets très inspirants.

- 30 -

À propos du Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands | Le Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands (CSSVT) dessert une population plus de 90 000 personnes qui habitent un vaste territoire situé à l'extrémité ouest de la Montérégie. Il dispense des services éducatifs à près de 11 000 élèves, jeunes et adultes. Il emploie plus de 2 000 personnes réparties dans plus de 30 écoles et centres, leurs points de service et un centre administratif. Son budget annuel approche 155 M\$. Il assure au sein de sa communauté la promotion des valeurs de bienveillance, de collaboration, de confiance et de courage. Il partage une vision avec sa communauté scolaire dont les artisans tissent des liens forts et ont un but commun : accroître la réussite et développer le plein potentiel de chaque élève, jeune ou adulte. Il s'est de plus inscrit, avec l'adoption de son Plan d'engagement vers la réussite, dans une démarche d'amélioration continue dans l'ensemble de ses sphères d'activité.

Source:

Services du secrétariat général et des communications
communications@cssvt.gouv.qc.ca | 450 225-2788, poste 6406

Prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles - Le ministre Drainville mobilise le réseau de l'éducation

, /CNW/ - Comme il s'y est engagé lors de la présentation du Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles en octobre dernier, le ministre de l'Éducation, M. Bernard Drainville, annonce la tenue d'une journée de mobilisation le 24 mai prochain à Québec. L'objectif est d'entendre les personnes qui travaillent auprès des élèves au quotidien afin de faire vivre le plan de lutte contre l'intimidation et la violence dans les écoles. Ce sera également l'occasion de faire le point sur les situations de violence dans les écoles, dont certaines ont été médiatisées ces derniers mois.

Des invitations ont été transmises à quelques centaines de personnes, notamment des membres des centres de services scolaires, des directions d'école et des partenaires du réseau, dont les comités de parents, les organismes communautaires et les centrales syndicales. Trois grands sujets seront à l'ordre du jour : la prévention, l'intervention et les sanctions lorsqu'il se produit des cas de violence ou d'intimidation dans les écoles.

Les participants auront l'occasion de témoigner de ce qu'ils vivent sur le terrain, sans filtre, avec des collègues de partout au Québec et d'échanger collectivement quant aux meilleures interventions sur le terrain et à leur application.

À terme, l'objectif de cet exercice est de permettre à chaque école d'améliorer son plan de lutte contre l'intimidation et la violence ainsi que toutes les actions qui y sont rattachées. Le ministre de l'Éducation sera présent toute la journée et participera aux échanges avec les acteurs du terrain, qui sont mobilisés pour offrir un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire à nos élèves dans les écoles. La ministre de la Famille, M^{me} Suzanne Roy, y participera également.

Citation :

« Comme père de famille et comme ministre de l'Éducation, je suis préoccupé par chaque situation de violence et d'intimidation vécue dans nos écoles. Cette journée est une occasion unique de réunir les gens du terrain et de discuter des meilleures pratiques qui pourraient nous permettre de mieux lutter contre la violence et l'intimidation dans les écoles. C'est un sujet important qui mérite toute notre attention. On veut que ce soit tolérance zéro. »

Bernard Drainville, ministre de l'Éducation

Liens connexes :

Pour plus d'informations : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/publications/plan-prevention-violence-intimidation-ecoles-2023-2028> 


Pour en savoir plus sur les activités du ministère de l'Éducation :

<https://www.facebook.com/quebeceducation> 

<https://twitter.com/EducationQC> 

<https://www.linkedin.com/company/339645> 

<https://www.youtube.com/channel/UCgcPCy5VQhsAY3vNNoH6Zrw> 

https://www.instagram.com/education_qc/ 

 Consulter le contenu original : <http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/April2024/22/c0119.html>

CANDIAC

La Ville célèbre le Jour de la Terre en offrant des ateliers éducatifs dans deux écoles primaires

23 avril 2024

En ce Jour de la Terre, la Ville de Candiac a offert des ateliers éducatifs à huit classes de deux écoles primaires du territoire, soit Jean-Leman et Plein-Soleil. L'objectif était de sensibiliser les enfants à l'importance de l'environnement et aux sciences de la nature.



Sur la photo, de gauche à droite : Mélanie Roldan, conseillère municipale du district La Promenade, Anne Scott, conseillère municipale du district Montcalm, Chantal Goyette, conseillère municipale du district De la Gare, Catherine Deschênes, professeure de 2^e année de l'école Jean-Leman, Normand Dyotte, maire de Candiac, Isabelle Hammarrenger, directrice adjointe de l'école Jean-Leman, Kevin Vocino, conseiller municipal du district Saint-Laurent ainsi que Manon Beaumont, naturaliste de chez GUEPE.

Les membres du conseil municipal ont eu le plaisir de rendre visite ce matin à l'une des classes de 2^e année de l'école Jean-Leman.

Dans le cadre des ateliers, les élèves ont eu l'occasion de se plonger dans deux thématiques captivantes. D'une durée d'une heure, les ateliers donnés par des naturalistes de GUEPE ont été soigneusement adaptés au cycle scolaire des classes participantes.

- Atelier 1 *Des animaux au poil* : Les élèves ont pu en apprendre davantage sur les mammifères et leurs adaptations. Fourrures, crânes et découvertes étaient au rendez-vous !
- Atelier 2 *La vie d'un arbre* : Les élèves ont été immergés dans le monde des végétaux, des profondeurs du sol jusqu'à la cime des arbres. Ils ont suivi le parcours de la sève, découvrant les secrets de la vie végétale et l'importance cruciale des arbres pour notre planète.



Ces ateliers ont permis d'éduquer les enfants et, espérons-le, de les inspirer à devenir des citoyens responsables et engagés pour la préservation de notre planète. Candiac a ainsi célébré la terre par l'action en cette journée importante.

Pour en savoir plus sur le Jour de la Terre, [cliquez ici](#).

Candiac, activement engagée pour l'action climatique

Saviez-vous que la Ville a entrepris une sérieuse transition écologique au cours des dernières années, enchaînant les engagements et les actions concrètes afin d'accroître sa résilience climatique et de réduire ses émissions des gaz à effet de serre (GES) ? Pour plus de détails sur le plan climat de la Ville, consultez la page [Plan climat](#).

Pour plus d'information



Ville de Candiac

100, boul. Montcalm Nord

Candiac Québec

Canada J5R 3L8

🌐 www.candiac.ca



GOVERNEMENT DU QUÉBEC

Fonds régions et ruralité - Bonification des activités scolaires pour les élèves du Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud

23 avril 2024

Le gouvernement du Québec, les MRC de L'Islet et de Montmagny et le Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud (CSSCS) consacrent une somme de 345 000 \$ à la concrétisation de l'Entente sectorielle de développement des activités scolaires dans les MRC de L'Islet et de Montmagny 2023-2026.

L'entente vise à accroître l'offre culturelle, sportive et technologique destinée à la clientèle du CSSCS dans les deux MRC. Ainsi, notamment, des activités seront développées et le transport vers celles-ci sera facilité.

Citations :

« Les activités scolaires occupent une place privilégiée dans la vie des élèves. Elles font souvent partie de ce petit plus qui donne envie aux jeunes d'aller à l'école. Cette entente permettra d'en offrir davantage à la clientèle du CSSCS et je m'en réjouis. »

Andrée Laforest, ministre des Affaires municipales

« Cette entente sectorielle de développement des activités scolaires favorise l'apprentissage par l'expérience, la créativité et la collaboration. Offrir des activités scolaires diversifiées, c'est permettre aux élèves du CSSCS d'acquérir de nouvelles compétences utiles pour un développement sain. »

Mathieu Rivest, député de la Côte-du-Sud

« L'épanouissement de nos jeunes dans leur milieu de vie est une priorité pour nous. Nous sommes convaincus qu'un cumul d'expériences et d'activités variées leur permettra de nourrir leur sentiment d'appartenance envers le territoire et leur communauté, en plus de les motiver à poursuivre leur parcours scolaire. La MRC de L'Islet est fière d'être l'un des partenaires officiels de cette entente. »

Normand Caron, préfet de la MRC de L'Islet

« Depuis plusieurs mois déjà, nos organisations respectives travaillent de concert afin d'offrir des moyens d'action permettant de développer et de bonifier les services éducatifs offerts à nos jeunes en matière de culture, de sport et de technologie. Par cette entente, la MRC de Montmagny souhaite que les jeunes d'aujourd'hui, qui sont les adultes de demain, aient la possibilité de "Découvrir leurs passions". »

Frédéric Jean, préfet de la MRC de Montmagny

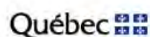
« Nous sommes reconnaissants envers le gouvernement du Québec ainsi que les MRC de L'Islet et de Montmagny pour leur collaboration dans le cadre de cette entente, qui vise à diversifier l'offre d'activités scolaires auxquelles nos élèves ont accès. Travailler conjointement avec le même objectif nous permet de bonifier l'ensemble de nos services éducatifs, au bénéfice des jeunes et de notre région. »

Rachel Bégin, directrice générale, Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud

Faits saillants :

- La participation financière du MAMH s'élèvera à 120 000 \$. Elle s'inscrit dans le cadre du [volet 1 - Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité](#).
- Pour sa part, le CSSCS fournira du temps et des ressources équivalant minimalement à 225 000 \$.

Pour plus d'information



Gouvernement du Québec

🌐 www.quebec.ca

DÉCLARATIONS DES ÉLUS

ON DISCUTE DE VIOLENCE À L'ÉCOLE, DES MINES ET DU GASPILLAGE

(LCP) L'Assemblée nationale poursuit ses travaux. Des députés et des ministres en profitent pour faire des annonces, proposer des idées, commenter l'actualité ou critiquer les décisions gouvernementales.

CAQ

-Le ministre de l'Environnement, Benoit Charette : «Il me fait plaisir d'annoncer le lancement de la Coalition des gouvernements locaux et infranationaux contre la pollution plastique, en partenariat avec le gouvernement de la Catalogne, le ICLEI (Conseil international pour les initiatives écologiques locales) et le UCLG (Cités et gouvernements locaux unis).

Celle-ci vise à reconnaître explicitement le rôle des membres et à adopter des mesures ambitieuses pour enrayer la pollution plastique. Je suis fier que le Québec continue de se positionner comme un leader mondial dans la lutte contre la pollution et les changements climatiques.»

-Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, annonce la tenue d'une journée de mobilisation le 24 mai à Québec sur la violence dans les écoles : «Cette journée est une occasion unique de réunir les gens du terrain et de discuter des meilleures pratiques qui pourraient nous permettre de mieux lutter contre la violence et l'intimidation dans les écoles.»

-Le ministre de la Santé, Christian Dubé : «La détection du streptocoque A vient s'ajouter aux nombreux services déjà offerts dans les points de service locaux. Pour les familles avec de jeunes enfants, notamment, cette nouveauté est une très bonne nouvelle. L'objectif des points de service locaux est de rapprocher les services de la population.»

-Le ministre responsable des Services sociaux, Lionel Carmant : «Les listes d'attente en santé mentale jeunesse ont diminué de plus de 30 % dans la dernière année.

Avec Hors-Piste, 811-Info-Social, Tel-Jeunes et Aires ouvertes, notre première ligne santé mentale jeunesse n'a jamais été aussi facile d'accès.»

-Le ministre de la Sécurité publique, François Bonnardel : «Dans le cadre de la Semaine nationale du don d'organes et de tissus, il est important de rappeler aux gens l'importance de signer sa carte et d'en parler avec ses proches. Un don peut aider plus de 20 personnes, on peut tous faire la différence.»

PLQ

-Son chef parlementaire, Marc Tanguay : «La Taxe-Legault sur le gain en capital est une taxe sur la productivité. Cette imposition nuira notamment à nos entreprises et pénalisera plusieurs Québécois quant à la planification de leur retraite. M. Legault, vous devez faire marche arrière.»

-Le porte-parole en matière de transports, Monsef Derraji : «Le manque de Leadership de Geneviève Guilbault en matière de transports est flagrant. Conséquences à venir : hausse de taxes municipales; hausse des coûts d'immatriculation; hausse du coût des billets. Le gouvernement caquiste a perdu le contrôle des finances publiques et là il s'apprête à augmenter nos taxes.»

-La porte-parole en matière de santé mentale, Elisabeth Prass : «En examinant les crédits, j'ai soulevé une incohérence gouvernementale grave : trop peu d'Aires ouvertes ont un psychologue. Pour s'attaquer à la santé mentale des jeunes, un accès accru à ces professionnels est indispensable.»

QS

-Son chef parlementaire, Gabriel Nadeau-Dubois : «La CAQ n'a livré aucun projet de transport collectif depuis son arrivée au pouvoir. Pire, en pleine crise climatique, le Québec se dirige vers des coupures de services! C'est hallucinant. Chaque année, on devrait être en train d'améliorer le service.»

-La porte-parole en matière de ressources naturelles, Alejandra Zaga Mendez, dévoile la [vision de QS](#) pour les mines : «Le bien commun est piétiné par la préséance de la Loi sur les mines depuis 1864. Cette hiérarchisation d'une autre époque empêche de prendre les meilleures décisions possibles pour le Québec d'aujourd'hui. Il faut donc retirer l'article 246 de la Loi sur l'aménagement pour enfin

arriver en 2024.»

-La porte-parole en matière d'éducation, Ruba Ghazal, sur la tenue en mai d'une journée de mobilisation sur la violence dans les écoles : «Bonne initiative de la part de Bernard Drainville. Je serai présente. Hâte que le ministre réunisse le milieu scolaire et la société civile pour trouver des solutions au plus grand fléau du système : l'école à 3 vitesses et les inégalités.»

Comme porte-parole en matière de Langue française sur la diminution de l'usage du français dans les commerces de Montréal : «J'ai interpellé le ministre en janvier pour lui demander, entre autres, de créer un bureau spécial au sein de l'Office québécois de la langue française, dédié aux enjeux spécifiques de Montréal, là où les défis sont les plus importants. J'attends toujours sa réponse.»

PQ

Le porte-parole en matière d'environnement, Joël Arseneau, déposera cet après-midi un nouveau projet de loi pour contrer le gaspillage alimentaire et d'autres biens : «Il est essentiel d'agir puisque, depuis le dépôt de notre projet de loi initial, nous avons observé encore plusieurs cas de destruction d'invendus notamment par la bannière Winners et la SAQ. Les médias ont aussi fait état d'épiceries qui se débarrassent de tonnes d'aliments toujours consommables.»

-/-/-/-/-/-

CETTE SEMAINE À L'ASSEMBLÉE

ENCORE DES SUJETS CHAUDS SOUS LA LOUPE DES ÉLUS

(LCP) Durant cinq heures demain, les crédits du ministère de l'Éducation dédiés aux réseaux des écoles primaires et secondaires seront épluchés par les députés Madwa-Nika Cadet du Parti libéral, Ruba Ghazal de Québec solidaire et Pascal Bérubé du Parti québécois.

Les crédits du ministère avoisinent les 16 milliards \$, ce qui en fait l'un des ministères les plus importants dans le budget annuel du gouvernant.

L'étude se fera dans la foulée de l'adoption de la Loi 47 visant à renforcer la protection des élèves concernant notamment les actes de violence à caractère sexuel.

D'autres sujets pourraient être abordés comme les difficultés d'assurer la discipline dans les écoles.

TRANSPORTS

Les députés Monsef Derraji du PLQ, Etienne Grandmont de QS et Joël Arseneau du PQ auront quatre heures 30 minutes pour interroger la ministre des Transports, Geneviève Guilbault.

Les problèmes d'implantation de SAAQclic, les déficits des sociétés de transport dans les municipalités, le projet d'agence de transports pour les infrastructures font partie des sujets qui ont concerné le ministère ces derniers mois.

HABITATION

Quatre heures seront consacrées jeudi à l'étude des budgets de la ministre de l'Habitation, France-Élaine Duranceau.

Évidemment, la crise du logement est le sujet de l'heure.

L'opposition, représentée par les députés Andrés Fontecilla de QS, Joël Arseneau du PQ et la députée Virginie Dufour du PLQ, a accusé le gouvernement depuis plusieurs semaines de prendre la défense des propriétaires aux dépens des locataires.

D'ici là, la ministre responsable de l'Habitation tiendra un point de presse sur les actions mises de l'avant pour aider les ménages à la recherche d'un logement.

Elle sera accompagnée du président-directeur général de la Société d'habitation du Québec, Claude Foster, et du directeur général de l'Office municipal d'habitation de Québec, Dany Caron.

CONDITION FÉMININE

Durant 150 minutes, la ministre Martine Biron sera interrogée sur la condition féminine par les députées Brigitte Garceau du PLQ, Ruba Ghazal de QS et le député Paul St-Pierre-Plamondon du PQ

Les nombreux cas de femmes assassinées depuis le début de l'année et la difficulté pour les femmes victimes de violence de trouver la sécurité dans un refuge font partie des défis à relever.

SOLIDARITÉ SOCIALE

Pendant 120 minutes, les députées Désirée McGraw du PLQ, Christie Labrie de QS et le député Pascal Paradis du PQ discuteront de Solidarité sociale et d'Action communautaire autonome avec la ministre Chantal Rouleau. La réforme de l'aide sociale est au menu.

CYBERSÉCURITÉ

Certaines failles ont été détectées dans le système informatique du gouvernement.

Les élus Michelle Setlakwe du PLQ, Haroun Bouazzi de QS et Joël Arseneau du PQ auront deux heures pour vérifier auprès du ministre de la Cybersécurité et du numérique, Éric Caire, si les données des Québécois sont en sécurité dans la machine gouvernementale.

-/-/-/-/-/-